

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 NOVEMBRE 1922.

Projet de loi

d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Notre législation générale actuelle sur les pensions de vieillesse comprend deux lois nettement distinctes quant au principe qui leur sert de base :

La première, la loi du 10 mai 1900, encourage l'affiliation à la Caisse de Retraite. Elle accorde des primes aux personnes qui effectuent des versements en vue de se constituer une rente de vieillesse. *C'est le régime de la liberté subsidiée* déjà en vigueur d'ailleurs depuis 1891. La répartition du crédit inscrit annuellement à cette fin au budget s'était effectuée jusqu'en 1900 en vertu d'un règlement ministériel.

La seconde loi, celle du 20 août 1920, accorde gratuitement aux personnes âgées de 65 ans et qui sont dans le besoin, une pension dont le montant varie d'après leurs ressources sans pouvoir dépasser 720, 660 ou 600 francs selon la catégorie dans laquelle est comprise la commune de leur résidence. C'est le système de la *pension gratuite* qui était d'ailleurs déjà prévu sous le nom d'allocation de 65 francs dans la loi du 10 mai 1900.

Nous ne discuterons pas les mérites et les défauts de l'un et de l'autre systèmes. Les espérances des promoteurs du régime de la liberté subsidiée ne se sont réalisées qu'imparfaitement. Le nombre des assurés volontaires est proportionnellement peu considérable eu égard aux personnes que la loi voulait atteindre. Déjà en 1913 d'ailleurs, le Gouvernement avait déposé un projet instaurant l'assurance obligatoire en vue de la vieillesse.

Quant au système de la pension gratuite, il n'a été admis par le Parlement qu'à titre purement transitoire. L'exposé des motifs disait expressément : « qu'il devait être » entendu que, dans la pensée du Gouvernement, il ne pouvait s'agir en l'occurrence » que d'un régime transitoire qui n'anticipait en aucune façon sur la solution définitive qui interviendrait sur la matière (Exposé des motifs, p. 1). Le rapporteur

» de la Section centrale déclara également que le projet de loi du 26 mars 1920
» relatif aux pensions de vieillesse n'avait pas pour but de donner au problème une
» solution définitive et qu'il avait un caractère purement et simplement provi-
» soire. »

Et le Gouvernement, reprenant l'amendement *Devèze et consorts*, a fixé lui-même un terme à l'application de cette loi : elle ne concerne que les intéressés « nés avant le 1^{er} janvier 1858 » (art. 1^{er} de la loi).

Au moment où le Gouvernement soumettait aux délibérations des Chambres le projet de loi dont il est question ci-dessus, *MM. De Bruycker, Masson et consorts*, reprenant avec quelques modifications l'avant-projet élaboré par la Commission des Assurances sociales, déposaient une proposition qui consacrait le principe de l'*assurance obligatoire* pour la création d'une rente de vieillesse et d'une rente de survie. Les Chambres n'ont consenti à surseoir provisoirement à la discussion de ce projet que parce qu'elles avaient l'assurance que le projet gouvernemental n'aurait qu'une durée transitoire et que la question restait entière.

Il apparaît donc que le principe de l'assurance obligatoire doit servir de base à la nouvelle législation sur les pensions de vieillesse.

C'est en tenant compte de ces desiderata que nous avons élaboré le projet de loi que nous soumettons à vos délibérations.

Ce projet consacre le principe de l'assurance obligatoire. Tous les salariés dont la rémunération ne dépasse pas un maximum déterminé, sont tenus d'effectuer des versements en vue de constituer les rentes prévues par la loi.

Cependant à côté des salariés, il y a toute une catégorie d'intéressés qui « confondant en leur personne la qualité de patron et celle d'ouvrier » ne disposent pas de revenus supérieurs au salaire payé par les employeurs aux assujettis. L'État doit les aider également à constituer des rentes de vieillesse et de survie. C'est pour ce motif que, comme dans le projet élaboré par la Commission des Assurances sociales, nous établissons une classe d'assurés libres qui, en principe, pourront recevoir de l'État des avantages équivalents à ceux dont bénéficient les assujettis.

Enfin, nous devons prendre en considération que pendant un temps assez long, il ne sera pas possible aux assujettis et aux assurés libres de constituer les maxima des rentes : pendant la période transitoire, le projet prévoit l'allocation, dans des conditions déterminées, d'un complément de rente dénommé « majoration » qui viendra s'ajouter à la rente acquise par les intéressés.

A côté des avantages consentis aux assujettis et aux assurés libres, le projet dispose qu'une allocation gratuite sera accordée aux vieillards qui ne se trouveront pas dans les conditions pour bénéficier de la « majoration » dont il est question ci-dessus et qui, à l'âge de 65 ans, se trouveront dans le besoin.

Les trois caractères du projet de loi se détachent donc nettement : 1^o c'est une loi d'*assurance, obligatoire* pour les uns, *facultative* pour les autres. Les rentes acquises sont la propriété des bénéficiaires ; les assujettis et les assurés libres sont certains de toujours recevoir, quelles que soient les modifications qui pourraient survenir dans leur situation de fortune, et les motifs pour lesquels ils pourraient cesser ou interrompre leurs versements, les rentes constituées au moyen des dits versements, des cotisations de l'employeur et de la contribution de l'État.

2° *C'est une loi de libre prévoyance* parce qu'elle est basée, en ce qui concerne les assurés libres, et en partie en ce qui concerne les assujettis, sur le principe de la liberté subsidiée. Il convient que les uns et les autres s'imposent volontairement les sacrifices nécessaires pour bénéficier de tous les avantages prévus par la loi

3° *C'est une loi d'assistance* qui accorde gratuitement une allocation aux vieillards sans ressources.

*
* *

La complexité du projet de loi est plus apparente que réelle. Par la lecture du tableau analytique qui se trouve en tête du texte de la loi, on en discernera facilement les grandes lignes. Le projet comprend cinq titres distincts. Le premier est relatif aux assurés obligatoires ; le 2° aux assurés libres ; le 3° détermine les organismes de l'assurance ; le 4° a pour objet l'allocation gratuite. Enfin, le 5° fixe les pénalités et règle quelques dispositions spéciales.

TITRE PREMIER.

Des assurés obligatoires.

CHAPITRE PREMIER. — DES ASSUJETTIS.

Le chapitre premier détermine qui seront les sujets de l'assurance obligatoire, c'est-à-dire quels seront les assujettis de la loi.

Sont assujettis et doivent donc effectuer obligatoirement des versements en vue de constituer les rentes prévues par la loi, tous les salariés des deux sexes travaillant pour le compte d'un employeur et dont la rémunération annuelle ne dépasse pas un maximum de 9,000 francs.

Pour être assujetti, il est donc indispensable :

1° *d'être salarié* : Nous comprenons ainsi parmi les assujettis non seulement les salariés de l'industrie, mais ceux du commerce et de l'agriculture ainsi que les serviteurs à gage : la disposition est générale et comprend tous ceux qui travaillent, moyennant rémunération, pour le compte et sous les ordres d'autrui ;

2° *De ne pas recevoir un salaire supérieur au maximum fixé par la loi.* — La loi ne doit s'appliquer, en effet, qu'aux salariés dont les ressources sont modiques et qui devraient s'imposer de trop grands sacrifices pour constituer au moyen de leurs seuls versements une rente de vieillesse et une rente de survie. On ne peut raisonnablement exiger que la cotisation patronale et la contribution de l'État soient également accordées aux salariés dont la rémunération est suffisante pour leur permettre de constituer seuls et dans la mesure où ils le désirent, des rentes de vieillesse et de survie.

Le maximum dont il est question ci-dessus et qui a été fixé à 9,000 francs, n'est pas immuable : les conditions économiques du pays peuvent changer. Il peut devenir nécessaire de modifier proportionnellement ce maximum. L'article 2 de la loi confie ce soin au Gouvernement.

L'article 3 dispose que ne sont pas soumis aux dispositions de la loi :

1° Les personnes occupées pour le compte de l'État, des provinces, des communes et des autres administrations publiques et qui ont droit à une pension de

retraite en vertu des règlements qui les régissent. Cette exclusion s'explique d'elle-même ;

2° Les personnes tombant sous l'application des lois spéciales coordonnées par l'arrêté royal du 30 août 1920 sur les pensions des ouvriers mineurs. Ces intéressés sont déjà affiliés obligatoirement à la Caisse de Retraite en vue de la constitution d'une rente personnelle de vieillesse. Pendant la période transitoire, ils bénéficient à cet égard d'avantages équivalents à ceux prévus par le présent projet de loi. Il y aura toutefois lieu d'étendre à cette catégorie de salariés les dispositions relatives à la rente de survie. Le Gouvernement s'en occupe ;

3° Les personnes tombant sous l'application de la loi du 7 août 1920 relative au contrat d'emploi. Le Gouvernement a l'intention de déposer un projet de loi spécial au profit de cette catégorie d'intéressés.

Enfin, l'article 4 détermine dans quelle mesure les salariés de nationalité étrangère sont tenus par les dispositions de la présente loi et dans quelles conditions ils pourront bénéficier de la cotisation patronale et de la contribution de l'État.

Les étrangers sont astreints comme les salariés belges à effectuer les versements prescrits, et les rentes qui auront été constituées au moyen de ces versements, seront payées aux ayants-droits.

Les employeurs seront également tenus de verser la cotisation prévue à l'article 6. Il faut éviter, en effet, que les patrons ne choisissent de préférence leur personnel parmi les ouvriers pour lesquels ils ne seraient pas obligés de faire des versements ; mais cette cotisation patronale ne sera pas inscrite au compte de l'assujetti, elle sera versée dans le fonds spécial dont il est question à l'article 22 de la loi. Toutefois, si ces salariés appartiennent à une nation qui accorde aux Belges des avantages équivalents à ceux dont il est question au titre I de la présente loi, ils seront admis alors à bénéficier de la cotisation patronale ainsi que de la contribution de l'État.

CHAPITRE II. — DES VERSEMENTS OBLIGATOIRES.

Le chapitre II détermine le montant, la destination et la répartition des versements obligatoires. L'ouvrier, l'employeur et l'État doivent collaborer à la formation des rentes prévues par la loi.

L'ouvrier doit participer lui-même à la constitution de sa pension et de celle de sa veuve et de ses orphelins ; il est indispensable, en effet, que ces pensions deviennent pour lui un droit, c'est d'ailleurs le but principal de la loi. Or, il ne pourra réellement les revendiquer comme un droit que pour autant qu'il se les soit créés lui-même en effectuant des versements à cette fin. Sans doute, d'autres facteurs, le patron et l'État, l'aideront dans cette tâche, mais la collaboration de ces facteurs ne lui sera accordée qu'à condition qu'il ait, de son côté, consenti les sacrifices qui lui sont imposés. Les rentes qui auront été ainsi constituées seront sa propriété et quelles que soient les modifications qui pourraient intervenir dans la législation sur la matière ou quels que soient les motifs pour lesquels il aura cessé ces versements, ces rentes seront payées aux époques fixées par la loi.

Dans le domaine de l'industrie et de l'agriculture comme dans le domaine du commerce, les salariés collaborent d'une façon notable à la réussite de l'œuvre

entreprise par le patron, et l'on peut dire qu'ils sont en partie les artisans de la fortune et du bien-être des employeurs. Ceux-ci ont le devoir d'aider à la formation des rentes de vieillesse et de survie de leurs ouvriers. On a pu dire, à juste raison, que les contributions patronales, en matière d'assurances sociales, n'étaient qu'une forme de salaire dû à l'ouvrier. Nous nous plaisons à reconnaître qu'ils sont nombreux ceux qui ont compris qu'il y avait pour eux, une obligation morale de venir en aide à leurs vieux ouvriers et qui leur ont accordé volontairement une pension de vieillesse ou une allocation en tenant lieu, ou bien qui ont effectué régulièrement pour leurs ouvriers des versements à la Caisse de Retraite afin de les faire profiter des primes allouées par la loi du 10 mai 1900. Mais ces avantages sont toujours précaires, ils constituent un acte de pure libéralité. Pour beaucoup d'employeurs les obligations qui leur sont imposées par la présente loi, seront moins onéreuses que celles qu'ils avaient assumées spontanément.

Enfin l'État a l'obligation d'encourager et d'aider ceux qui, voulant se prémunir contre les difficultés qui surviennent inévitablement lorsque le salaire vient à manquer (maladie, chômage, vieillesse, etc.), ne possèdent cependant pas les ressources suffisantes pour constituer seuls les réserves nécessaires à cette fin. L'État doit donc collaborer à la formation des rentes de vieillesse et des rentes de survie que les citoyens à ressources limitées veulent constituer.

Le tableau suivant indique dans quelle mesure ces différents facteurs devront intervenir annuellement.

CATÉGORIES.	Année de naissance.	Versement personnel.	Cotisation du patron.	Contribution de l'Etat.	Total des versements.
Assujettis <i>célibataires</i> du sexe masculin âgés de moins de 18 ans. . . .		12	12	12	36
Assujettis du sexe féminin.	nées de 1861 à 1868	12	12	24	48
	» 1869 à 1874	12	12	18	42
	» 1875 à 1880	12	12	14.40	38.40
	» après 1880	12	12	12	36
Assujettis <i>célibataires</i> du sexe masculin âgés de plus de 18 ans et assujettis <i>veufs</i> ou <i>divorcés</i> . . .	nés de 1861 à 1868	24	24	48	96
	» 1869 à 1874	24	24	36	84
	» 1875 à 1880	24	24	28.80	76.80
	» après 1880	24	24	24	72
Assujettis du sexe masculin mariés	nés de 1861 à 1868	36	24	60	120
	» 1869 à 1874	36	24	45	105
	» 1875 à 1880	36	24	36	96
	» après 1880	36	24	30	90

Dans le chapitre suivant, nous montrerons pourquoi le versement personnel des assujettis ainsi que la cotisation patronale y afférente sont différentiels selon qu'il s'agit d'assujettis du sexe masculin âgés de moins de 18 ans, d'assujettis du sexe féminin, d'assujettis célibataires du sexe masculin de 18 ans et plus, d'assujettis veufs ou divorcés ou d'assujettis mariés.

En principe, l'employeur n'intervient pas pour la perception du versement personnel de l'assujetti. Ce dernier peut, notamment, effectuer son versement directement à la Caisse de Retraite ou par l'intermédiaire d'un organisme mutualiste reconnu. Nul ne peut l'obliger à s'affilier à un organisme déterminé ni l'empêcher de s'affilier à l'organisme de son choix.

Toutefois, il devra fournir à son patron, lors du dernier paiement du mois, la preuve qu'il est en règle avec la loi. Le mode de preuve sera déterminé par un arrêté royal. S'il ne produit pas cette preuve, l'employeur doit alors effectuer le versement personnel de l'assujetti concurremment avec la cotisation patronale, en opérant à cette fin une retenue sur le salaire. C'est le seul cas où le patron intervient dans la perception du versement.

En ce qui concerne la cotisation patronale, dont le montant est fixé à l'article 6, le projet de loi a adopté le système du « forfait ». Le patron paie sa cotisation pour tous les salariés occupés à son service lors du dernier paiement du mois, quelle que soit la durée des services pendant le mois écoulé. Nous aurions pu adopter le système de la cotisation proportionnelle au nombre de jours pendant lesquels le salarié a été occupé dans le cours du mois. Mais nous avons voulu simplifier la tâche qui incombera au patron dans l'exécution de la loi. Il lui suffira ainsi de porter sur les bordereaux de versements, le nom des salariés qui figurent sur les états de salaires établis pour le dernier paiement du mois, et de verser pour chacun d'eux la somme forfaitaire fixée par la loi, soit 2 francs.

La contribution de l'État est, en période normale, c'est-à-dire pour les intéressés nés après 1880, égale à 50 p. c. du montant des sommes versées au compte de l'assujetti tant au moyen de son versement personnel que de la cotisation patronale y afférente.

Elle est augmentée et portée à 60 p. c. pour les assujettis nés de 1875 à 1880, à 75 p. c. pour ceux nés de 1869 à 1874 et à 100 p. c. pour ceux de 1861 à 1868.

Pour obtenir le maximum de la contribution de l'État, il est donc indispensable non seulement que l'assujetti ait opéré son versement personnel mais, en outre, que le patron ait versé sa cotisation. Il appartiendra ainsi à l'assujetti de veiller à ce que son patron remplisse les obligations qui lui sont imposées par la loi : les arrêtés royaux d'exécution lui en donneront les moyens. L'assujetti sera donc ainsi son propre contrôleur et c'est une des raisons pour lesquelles nous avons adopté ce système. Un autre motif est un motif d'économie : l'exécution d'une loi d'assurance obligatoire qui doit atteindre quelque deux millions d'intéressés, nécessitera inévitablement des frais de fonctionnement très importants. Il importe donc de simplifier l'application de cette loi, en vue de diminuer dans la mesure du possible les dépenses dont il s'agit. La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, qui est chargée notamment de la constitution des rentes, aurait vu le nombre des opérations à effectuer à cette fin augmenter notablement si nous avions fixé la contribution de l'État en tenant compte exclusivement des versements personnels de l'assujetti.

En effet, comme le projet le permet, la même personne peut effectuer au cours de l'année, outre des versements obligatoires, des versements facultatifs en qualité d'assujetti et des versements libres en qualité d'assuré libre. En vue de déterminer en fin d'année le montant de la rente totale de chaque assujetti, la Caisse de Retraite aurait dû établir séparément la rente acquise au moyen des versements personnels, obligatoires, facultatifs et libres, de la cotisation patronale et de la contribution de l'État.

En accordant une contribution de l'État *proportionnelle* au montant total des sommes portées au compte de l'assujetti (versements personnels, obligatoires, facultatifs et libres et cotisation patronale), il suffira d'une seule opération pour établir en fin d'année la rente acquise; l'évaluation de la rente constituée au moyen de la contribution de l'État ne nécessitera ensuite qu'un simple calcul de proportion.

Reste la catégorie des salariés travaillant à domicile pour compte d'un ou de plusieurs patrons. Un arrêté royal règlera, comme le dit l'article 13 du projet, le mode de perception des versements personnels et de la cotisation patronale de ces assujettis.

* * *

La section II du chapitre II fixe la destination des versements. Le montant des rentes à constituer au moyen des versements personnels de l'assujetti, de la cotisation patronale et de la contribution de l'État pourra paraître peu élevée. Nous aurions pu, sans aucun doute, prévoir la constitution de rentes plus importantes, et partant garantir aux intéressés des avantages plus considérables que ceux dont il est question dans le projet.

Mais il eut été nécessaire d'augmenter proportionnellement les sommes que doivent verser l'assujetti, le patron et l'État. Nous n'avons pas cru que cela fut possible. La situation économique du pays, l'état des finances publiques nous ont amené à ne pas demander aux uns et aux autres de trop grands sacrifices; d'autant plus que les assujettis comme les patrons et l'État supportent déjà des charges très importantes en vue de l'assurance contre d'autres risques sociaux.

Ceux qui le voudront pourront toujours constituer, au moyen de leurs seuls versements, des compléments de rente, en consentant volontairement des sacrifices proportionnés à leurs revenus.

La loi a pour objet la constitution des trois rentes suivantes :

1° Une rente-vieillesse de 720 francs au profit de l'assujetti lui-même ;

2° Une rente de survie de 360 francs au profit de la veuve de l'assujetti ; après le décès des deux époux, cette rente est réversible sur la tête des enfants légitimes âgés de moins de 16 ans dans la proportion indiquée à l'article 12. 2°. Et si elle est incomplètement constituée, elle est, dans ce cas, portée à 360 francs s'il y a trois enfants et plus, à 288 francs s'il y a deux enfants et 216 francs s'il n'y a qu'un enfant de moins de 16 ans ;

3°. Enfin, une rente-vieillesse de 360 francs au profit de l'épouse de l'assujetti.

La loi prévoit donc, non seulement la création d'une rente vieillesse au profit de l'assujetti et de son épouse, mais en outre la constitution d'une rente de survie au profit de la veuve et des orphelins. La Commission des Assurances sociales avait inséré dans son avant-projet cette disposition qui a été maintenue par MM. De Bruy-

cker, Masson et consorts. Nous sommes convaincus de répondre au désir unanime des Chambres en la reprenant dans le présent projet : le salarié doit être assuré, en effet, qu'en cas de décès, sa veuve et ses orphelins ne seront pas sans ressources.

Mais il arrivera très souvent que vu le décès prématuré de l'assujetti, la rente de survie de 360 francs n'aura pas été constituée entièrement. Il se présentera même que cette rente sera de minime importance et parlant n'apportera qu'une aide très limitée à la veuve. Le projet de loi a prévu cette situation. Lorsque la rente de survie n'aura pas été complètement constituée, il sera accordé gratuitement et sans condition à la veuve une majoration de 120 francs; toutefois, le montant total de la rente acquise et de la majoration ne pourra dépasser 360 francs. De plus, tenant compte des charges supplémentaires que doit supporter la veuve qui a retenu un ou plusieurs enfants de son mariage avec l'assujetti décédé, le projet dispose que celle-ci bénéficiera en outre d'une majoration complémentaire de 60 francs par enfant âgé de moins de 16 ans. En cas de décès des deux époux, les orphelins continueront à recevoir, jusqu'à l'âge de 16 ans, cette dernière majoration concurremment avec la rente de survie ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Si la veuve vient à contracter un nouveau mariage, la majoration de 120 francs lui sera supprimée, mais naturellement la rente de survie continuera à lui être servie. Cette majoration cessera également d'être payée dans le cas où l'intéressée serait admise à bénéficier de la majoration prévue aux articles 29 et 35 ou lorsque l'allocation de vieillesse lui sera accordée.

Le paiement de ces majorations sera à charge d'un fonds spécial qui sera alimenté par les ressources prévues aux articles 4, 15, 26 2 et 34 B 2, ainsi que par une allocation annuelle de l'État.

*
* *
*

La section III du chapitre II détermine la répartition des sommes versées au compte des assujettis, y compris la contribution de l'État y afférente.

En ce qui concerne les *assujettis mariés*, l'ensemble des versements est affecté à concurrence de 40 p. c. à la constitution de la rente de vieillesse de l'intéressé et à concurrence de 60 p. c. à la constitution de la rente de survie, et lorsque celle-ci est constituée, à la formation de la rente de vieillesse de l'épouse. Lorsque la rente de survie et la rente de vieillesse de l'épouse sont parfaites, si la rente de vieillesse de l'assujetti n'est pas encore complète, ces 60 p. c. sont alors affectés à la constitution de cette dernière rente.

Lorsque les trois rentes sont constituées, l'assujetti est délié de toute obligation, et même dès le moment où sa femme sera titulaire d'une rente-vieillesse de 720 francs, il ne sera plus tenu de pourvoir à la formation de la rente-vieillesse de 360 francs prévue ci-dessus.

On comprend qu'il importe que la rente de survie et éventuellement la rente de vieillesse de l'épouse soient constituées dans le délai le plus rapproché possible. C'est pour ce motif que le projet de loi fixe à 36 francs le montant de la cotisation personnelle de l'assujetti marié, somme supérieure à celle exigée des assujettis célibataires du sexe masculin, des assujettis veufs ou divorcés ou des assujettis du sexe féminin, et dispose que plus de la moitié du montant total des sommes versées, soit 60 p. c. seront affectés à la formation des deux rentes rappelées ci-dessus.

La contribution de l'État est d'ailleurs plus élevée pour cette catégorie d'assujettis.

En principe les *assujettis célibataires du sexe masculin de 18 ans et plus et les assujettis veufs ou divorcés* n'ont à constituer que la rente de vieillesse. N'ayant pas d'épouse, ils n'ont pas à pourvoir à la formation de la rente de survie et de la rente de vieillesse de celle-ci. Aussi, il semblerait qu'ils devraient être rangés dans la catégorie des *assujettis célibataires du sexe masculin de moins de 18 ans* et des *assujettis du sexe féminin* et partant le montant du versement personnel de la cotisation patronale et de la contribution de l'État devrait être le même que celui fixé pour ces dernières catégories d'intéressés. Mais il y a lieu de prévoir que ces assujettis peuvent ultérieurement, soit se marier, soit contracter un nouveau mariage. Or, s'ils attendaient l'arrivée de cet événement pour commencer à constituer la rente de survie et ensuite la rente de vieillesse de la future épouse, il se présenterait de nombreux cas où, vu l'âge de l'intéressé au moment du mariage ou du remariage, les dites rentes ne pourraient être complètement constituées. C'est en vue de remédier à cet inconvénient que le projet fixe à 24 francs le versement personnel obligatoire annuel de cette catégorie d'assujettis et dispose que 50 p. c. de ce versement y compris la cotisation patronale et la contribution de l'État, seront affectés à la constitution d'un capital qui sera transformé en rente de survie au moment du mariage ou du remariage. Dès qu'un capital de 1,200 francs sera ainsi formé, le montant total des versements sera affecté à la constitution de la rente-vieillesse de l'assujetti. Ce capital donne approximativement une rente de survie de 360 francs, et ainsi quel que soit l'âge où l'intéressé se marie ou contracte un nouveau mariage, la rente de survie sera toujours à ce moment constituée en tout ou en partie.

Dans le cas où l'assujetti viendrait à décéder avant de s'être marié ou avant d'avoir contracté un nouveau mariage, l'article 15 dispose que le capital constitué au moyen des versements personnels et des cotisations patronales sera versé au Fonds spécial destiné à pourvoir au paiement des majorations accordées aux veuves et aux orphelins. La légitimité de cette disposition ne pourra être contestée par personne. Déjà, en exécution de la loi du 21 juillet 1844, les caisses des veuves et orphelins des départements ministériels sont alimentées par des retenues effectuées non seulement sur le traitement des agents et fonctionnaires mariés, mais également sur celui des agents et fonctionnaires célibataires, veufs ou divorcés, et cette contribution est versée à fonds perdus pour ces derniers intéressés.

Le montant de la cotisation patronale est fixé uniformément à 24 francs, soit qu'il s'agisse d'un assujetti marié ou d'un assujetti célibataire, veuf ou divorcé.

Enfin, restent les *assujettis célibataires du sexe masculin âgés de moins de 18 ans et les assujettis du sexe féminin* : ils n'ont à pourvoir qu'à la constitution de leur rente-vieillesse. Pour cette catégorie d'assujettis, le montant du versement personnel et de la cotisation patronale est fixée de 12 francs par an ; l'ensemble des sommes versées au compte des assujettis est affecté uniquement à la constitution de la rente de vieillesse.

Le tableau suivant indique la répartition des sommes versées dans le cas où l'assujetti aurait effectué dans le cours de l'année l'entière des versements exigés par la loi.

DESTINATION DES VERSEMENTS.

	Montant total des sommes versées (versement per- sonnel - cotisation patronale et con- tribution de l'Etat.	Sommes destinées à la constitution de la rente-vieillesse de l'assujetti.	Sommes destinées à la constitution de la rente de survie et de la rente- vieillesse de l'épouse de l'assu- jetti ou à la constitution du ca- pital s'il s'agit d'un assujetti célibataire du sexe masculin âgé de 18 ans et plus, ou d'un assu- jetti veuf ou divorcé.
Assujettis célibataires du sexe masculin âgés de moins de 18 ans . . .	36	36	»
Assujettis du sexe féminin nées de 1861 à 1868. .	48	48	»
— 1869 à 1874. .	42	42	»
— 1875 à 1880. .	38.40	38.40	»
— après 1880. .	36	36	»
Assujettis célibataires du sexe masculin âgés de 18 ans et plus, et assujettis veufs ou divorcés nés de 1861 à 1868. .	96	48	48
— 1869 à 1874. .	84	42	42
— 1875 à 1880. .	76.80	38.40	38.40
— après 1880. .	72	36	36
Assujettis du sexe mascu- lins mariés nés de 1861 à 1868. .	120	48	72
— 1869 à 1874. .	105	42	63
— 1875 à 1880. .	96	38.40	57.60
— après 1880. .	90	36	54

CHAPITRE III. — DES VERSEMENTS FACULTATIFS.

Un grand nombre d'assujettis ne pourront conserver cette qualité d'une façon continue jusqu'au moment de l'entrée en jouissance des rentes; la maladie, le chômage et d'autres causes les forceront à abandonner momentanément le travail et ainsi ils cesseront pendant un temps plus ou moins long d'être salariés et par tant ils ne se trouveront plus dans les conditions pour bénéficier des avantages que la loi accorde aux assujettis.

Sans doute, pendant cette période temporaire, ils peuvent, comme assurés libres, effectuer les versements prévus au titre II de la loi et, par conséquent, obtenir les primes de l'État, mais le plus souvent ces intéressés ne disposeront alors que de ressources restreintes; cette période de chômage entraînera inévitablement une interruption de leurs versements d'où résultera une diminution de rente. La loi n'aurait pas été complète si elle n'avait pas prévu les moyens nécessaires pour engager les assujettis à effectuer des versements complémentaires, dès qu'ils auront repris le travail et concurremment avec les versements obligatoires.

Telle est la raison d'être des dispositions du présent chapitre de la loi.

L'État accordera une contribution complémentaire aux assujettis qui effectueront des versements facultatifs concurremment avec les versements obligatoires en vue de la constitution de la rente-vieillesse personnelle et de la rente de survie ou de l'une des deux seulement.

Cette contribution complémentaire est de même importance que la contribution accordée pour les versements obligatoires (art. 9). Elle est donc fixée à 50 p. c. de la somme versée pour les assujettis nés après 1880, à 60 p. c. pour ceux de 1875 à 1880, à 75 p. c. pour ceux nés de 1869 à 1874 et à 100 p. c. pour ceux nés de 1861 à 1868.

Toutefois, cette contribution complémentaire n'est accordée qu'à concurrence d'un versement volontaire égal au montant du versement personnel obligatoire et elle cesse d'être allouée lorsque les rentes prévues à la section II du chapitre II de la loi auront été constituées tant au moyen des versements obligatoires y compris la cotisation patronale et la contribution de l'État qu'au moyen des versements facultatifs y compris la contribution complémentaire de l'État.

Il va sans dire que ces versements facultatifs ne donnent pas droit à une cotisation de l'employeur.

*
* *

*Tableau du montant annuel des versements facultatifs donnant droit
à une contribution complémentaire de l'État.*

	Pour la constitution de la rente-vieillesse de l'assujetti.	Pour la constitution de la rente de survie.	Total.
1. Assujettis du sexe masculin :			
a) de moins de 18 ans .	12		12
b) célibataires de 18 ans et plus, veufs ou di- vorcés.	12	12	24
c) mariés	12	24	36
2. Assujettis du sexe fémnin	12		12

CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Vu le montant relativement peu important des sommes affectées à la constitution de la rente-vieillesse, celle-ci ne pourra être entièrement constituée que par les assujettis qui n'auront point dépassé l'âge de 21 ans au moment de la mise en vigueur de la loi et qui auront effectué régulièrement les versements obligatoires légaux.

Il y aura donc une période pendant laquelle les assujettis, tout en s'étant conformés aux dispositions de la loi, ne seront, à 65 ans, bénéficiaires que d'une

rente-vieillesse dont le montant sera inférieur à celui prévu par la loi et qui même dans les premières années sera de minime importance. La loi n'atteindrait pas son but si l'assujetti n'était pas assuré de recevoir annuellement, à 65 ans, et dès l'année de la mise en vigueur de la loi, à titre de pension de vieillesse, la somme de 720 francs, quelle que soit l'année de sa naissance. Il est donc indispensable de prévoir l'octroi d'avantages spéciaux aux assujettis qui atteindront l'âge de 65 ans accomplis pendant cette période transitoire. Tel est l'objet des dispositions contenues dans le chapitre IV du projet.

Jusqu'au moment où le maximum de la rente-vieillesse n'aura pas été constitué au moyen des versements obligatoires, y compris la cotisation patronale et la contribution de l'État, l'État accordera aux assujettis, à mesure qu'ils atteindront l'âge de 65 ans accomplis, une majoration égale à la différence entre la rente produite par les versements obligatoires régulièrement effectués et la rente maximum de 720 francs.

Le tableau annexé au projet de loi indique, par année, le montant de la dite majoration.

L'article 30 du projet de loi détermine les conditions d'octroi de la dite majoration. Les règles fixées au titre IV de la loi pour l'octroi de l'allocation gratuite de vieillesse sont applicables en l'occurrence. Les intéressés devront donc faire preuve que leurs revenus nets ne dépassent pas le montant maximum de la dite majoration; dans le cas où ils disposeraient de certaines ressources, la majoration en sera diminuée d'autant. Un barème par tranches sera établi par arrêté royal. Il y aura donc toujours enquête sauf ce qui est prévu ci-dessous pour une certaine catégorie d'assujettis.

Deux conditions spéciales sont en outre exigées pour pouvoir bénéficier de la majoration :

1° Une somme minimum doit avoir été versée personnellement par l'intéressé à la Caisse de Retraite en vue de la constitution de sa rente de vieillesse.

2° Un nombre minimum de versements doit avoir été effectué.

Ces minima, qui varient d'après l'année de naissance des assujettis, représentent approximativement la moitié du nombre des versements que les intéressés auraient pu effectuer et la moitié de la somme qu'ils pouvaient verser depuis le moment où ils se sont trouvés dans les conditions pour bénéficier des avantages prévus par la loi, soit en qualité d'assujettis, soit en qualité d'assurés libres, car nous admettons pour le calcul des minima dont il s'agit, les versements que les assujettis auraient effectués éventuellement en qualité d'assurés libres.

Pourquoi ces deux dernières conditions? En examinant le tableau annexé au projet de loi, on remarquera que le montant maximum de la majoration est supérieur à celui de l'allocation gratuite de vieillesse. L'octroi de la majoration constitue donc un avantage spécial que nous ne voulons accorder qu'aux personnes qui auront fait un effort sérieux et continu en vue de se constituer une rente de vieillesse, et pour cela nous exigeons le versement d'une somme minimum effectué au cours d'un nombre minimum d'années. Ceux qui n'auront pas été prévoyants dans les conditions ainsi fixées, ne pourront obtenir que l'allocation gratuite.

Il est indispensable cependant d'éviter que des intéressés, après avoir effectué pendant un certain nombre d'années des versements de peu d'importance, ne con-

stituent la somme minimum exigée en opérant quelques versements très élevés. On ne peut pas dire qu'il y a là un effort sérieux et persévérant de prévoyance : aussi l'article 30 décide-t-il que tout versement annuel supérieur à 24 francs ne sera compté que pour ce montant dans le calcul de la somme totale minimum exigée pour bénéficier de la majoration.

Aux règles établies ci-dessus, le projet de loi prévoit une exception en faveur des assujettis qui auront effectué annuellement en cette qualité les versements réglementaires pendant chacune des quinze années précédant celle de l'entrée en jouissance de la rente. Ceux-ci bénéficieront *de droit* de la majoration : elle leur sera accordée *sans enquête préalable* sur la consistance des ressources dont ils pourraient disposer. Celui qui aura continué à être salarié et partant assujetti pendant cette période, sera présumé ne pas disposer, à 65 ans, de revenus suffisants pour être à l'abri du besoin. Et ainsi par les diverses dispositions rappelées ci-dessus, nous favorisons, d'une part, les personnes qui auront fait un effort sérieux en vue de se constituer une rente de vieillesse en leur accordant, après enquête sur leur situation matérielle, une majoration dont le montant est supérieur à celui de l'allocation gratuite et, d'autre part, nous accordons un avantage tout-à-fait exceptionnel à ceux qui auront effectué en qualité d'assujettis les versements prévus pendant chacune des quinze années précédant celle d'entrée en jouissance de la rente : pour ceux-ci la majoration est un droit, et quel que soit le montant de leurs ressources, ils sont assurés d'en bénéficier entièrement à 65 ans.

Les assujettis qui ne se trouvent pas dans les conditions pour obtenir la majoration pourront demander l'allocation gratuite de vieillesse.

TITRE II.

Des assurés libres.

A côté des assujettis, c'est-à-dire des salariés des deux sexes, il existe une catégorie de citoyens dont les revenus annuels ne sont pas plus élevés que le salaire maximum fixé par le projet de loi pour pouvoir revendiquer la qualité d'assujetti. Ce sont ces travailleurs indépendants qui réunissent dans leur personne, la qualité de patron et celle d'ouvrier : petits artisans, petits commerçants, petits agriculteurs, etc. Leur situation matérielle est même, dans beaucoup de cas, moins favorable que celle des salariés. Les pouvoirs publics ne peuvent se désintéresser d'eux et il est du devoir de l'État de les faire bénéficier d'avantages équivalents à ceux qu'il accorde aux salariés.

C'est pour ce motif que le projet de loi prévoit une catégorie d'assurés libres à qui l'État accordera des primes pour les versements qu'ils effectueront volontairement en vue de la constitution d'une rente-vieillesse et d'une rente de survie ou de de l'une des deux seulement.

Pourront revendiquer la qualité d'assurés libres :

1. Toute personne dont les revenus annuels ne dépassent pas 12,000 francs ;
2. Les épouses des assujettis et des personnes reprises au 1^{er} ci-dessus ;
3. Les enfants légitimes des assujettis et des assurés libres âgés de 6 ans au moins.

Pour établir si une personne peut être admise à bénéficier, en qualité d'assuré libre, des avantages prévus au présent titre du projet de loi, il sera tenu compte non seulement du montant de ses revenus professionnels proprement dits mais de toutes les autres ressources dont elle pourrait disposer, contrairement à ce qui est déterminé pour les assujettis dont la qualité est établie en ne prenant en considération que le revenu professionnel, c'est-à-dire le montant du salaire.

En effet, le salaire constitue généralement l'unique ressource du salarié tandis que parmi les non-salariés, nombreux sont ceux qui jouissent d'autres revenus que ceux provenant de l'exercice de leur profession. Si les revenus professionnels avaient été seuls pris en considération pour établir la qualité d'assuré libre, de nombreux intéressés auraient pu profiter des avantages de la loi, alors qu'en réalité ils disposent de ressources considérables en dehors de leurs revenus professionnels.

Toutefois, comme nous tenons compte en l'occurrence de toutes les ressources, il a paru équitable de fixer un maximum plus élevé que celui dont il est question dans l'article 1^{er} pour les assujettis.

Le montant des revenus sera fixé comme en matière fiscale. Ce maximum pourra également être modifié par arrêté royal.

Le taux *des primes de l'État* est égal à 50 p. c. des sommes versées par l'assuré libre : il est augmenté et porté à 60 p. c. pour les assurés nés de 1875 à 1880, à 75 p. c. pour ceux nés de 1869 à 1874 et à 100 p. c. pour ceux nés de 1861 à 1868.

Ces primes sont accordées à concurrence d'un versement volontaire annuel *égal* au montant total des sommes qui, en vertu de la loi, peuvent être portées annuellement au compte des assujettis au moyen des versements personnels des intéressés (versement obligatoire et versement facultatif) et des cotisations patronales. Les assurés libres recevront donc de l'État des avantages équivalents à ceux qui sont accordés aux assujettis. Mais ils devront pour cela verser au moyen de leurs deniers personnels, outre la somme correspondante au versement personnel obligatoire et facultatif de l'assujetti, le montant de la cotisation patronale. Et ce n'est que justice puisque, comme nous le disions plus haut, ils réunissent en fait en leur personne la qualité de patron et celle d'ouvrier. L'État contribuera donc ainsi à la constitution des rentes des assujettis et des assurés libres par l'octroi aux uns et aux autres d'un subside annuel de même importance.

Toutefois, les primes dont il s'agit, cesseront d'être accordées lorsque les rentes de 720 francs ou de 360 francs auront été constituées.

Le tableau ci-dessous donne pour chaque catégorie d'assurés libres le montant annuel du versement personnel subsidiable.

accordés gratuitement et sans condition par l'État; il importe que l'assuré libre se soit imposé de son côté un sacrifice et ait fait preuve de prévoyance pour que sa veuve et ses orphelins en bénéficient.

TITRE III.

Des organismes de l'assurance.

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite est chargée par la loi de recevoir des versements personnels et les cotisations patronales des assujettis ainsi que les versements des assurés libres. C'est elle qui aura la gestion des capitaux; il lui incombera de répartir des sommes versées sur les différents comptes des intéressés, de constituer et de faire le service des rentes prévues par la loi.

Cet organisme est préparé à cette mission.

Cependant il est indispensable qu'il y ait entente entre cet organisme et le Département de l'Industrie et du Travail chargé de l'exécution de la loi; aussi l'article 37, paragraphe 2, dispose que tous les règlements et tarifs établis par la Caisse d'Épargne et de Retraite pour l'exécution de la loi devront être soumis au préalable à l'approbation du Ministre de l'Industrie et du Travail.

Cette disposition ne déroge en rien aux prescriptions de la loi du 16 mars 1865 concernant l'approbation par le Ministre des Finances des règlements et tarifs de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

En vue d'effectuer leurs versements à la Caisse de Retraite, il sera loisible aux assujettis, aux assurés libres et aux patrons de se servir des organismes constitués à cette fin et notamment des associations mutualistes reconnues. Les uns et les autres s'adresseront ainsi utilement à des organismes intermédiaires en vue de s'éviter l'accomplissement des formalités inhérentes à chaque versement.

Nous formons l'espoir que les associations mutualistes prendront les mesures nécessaires pour être à même de collaborer à l'exécution de cette loi et répondre ainsi à la confiance que le Gouvernement place en elles.

Celui-ci interviendra d'ailleurs dans les frais de fonctionnement de ces associations pour l'allocation d'un subside annuel.

Le projet de loi consacre le libre choix de l'organisme intermédiaire. Nul ne peut obliger un assujetti à s'affilier à un organisme déterminé ni à quitter celui qu'il a choisi librement. Les patrons ne pourront donc obliger les ouvriers à faire partie d'une société qu'ils établiraient au sein de leur usine.

DE LA LIQUIDATION DE LA CONTRIBUTION ET DES PRIMES DE L'ÉTAT.

Lorsque nous avons élaboré le projet de loi, nous nous sommes demandés si nous prendrions pour base le système de la capitalisation ou celui de la répartition. Le système de la capitalisation a eu en principe nos préférences.

L'assujetti et l'assuré libre sont, dès le premier versement, propriétaires des rentes de vieillesse et de survie ainsi constituées, qui seront payées aux ayants-droit à l'époque fixée par la loi même s'ils cessaient leurs versements.

L'application stricte du système de capitalisation aurait exigé que l'État verse annuellement comme l'intéressé et le patron, le montant de sa contribution à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Mais la situation actuelle du Trésor nous a amené à retarder provisoirement la liquidation de la contribution et des primes de l'État jusqu'au moment où l'intéressé entrera en jouissance de sa rente. Celui-ci recevra à ce moment la rente totale qui aurait été constituée si l'État avait versé annuellement sa part contributive. Cependant, et nous insistons sur ce point, il ne dépendra pas de la bonne volonté de l'État de payer ou non, à l'époque fixée, la quotité de rente formée au moyen de sa contribution. Chaque année, le montant des rentes inscrites au crédit de l'assujetti ou de l'assuré libre, sera établi en tenant compte pour l'assujetti de la triple intervention de l'intéressé, du patron et de l'État et pour l'assuré libre, de ses versements personnels et des primes de l'État. C'est une véritable dette que l'État contracte vis-à-vis des intéressés et le Gouvernement s'engage à demander annuellement aux Chambres les crédits nécessaires pour satisfaire à ses obligations.

Pour la liquidation des majorations de rentes-vieillesse et de rentes de survie, ce sera le système de répartition pure et simple qui sera employé.

Le budget futur du Ministère de l'Industrie et du Travail comprendra donc aux chapitres « Pensions de vieillesse » notamment les articles suivants spéciaux :

- a) Paiement de la quote-part de l'État dans les rentes de vieillesse et les rentes de survie ;
- b) Paiement des majorations de rente-vieillesse ;
- c) Allocation au Fonds spécial chargé du service des majorations de rente de survie.

TITRE IV.

De l'allocation gratuite de vieillesse.

Quels que soient les avantages consentis par la loi aux assujettis et aux assurés libres, il se trouvera des vieillards qui n'auront pas versé la somme requise ou qui n'auront pas effectué le nombre de versements prescrits pour pouvoir bénéficier de la majoration prévue aux articles 29 et 35 et qui se trouveront dans le besoin lorsqu'ils auront atteint l'âge où ils seront incapables de se procurer quelques ressources par leur travail.

Nous n'avons pas voulu les laisser à charge des bureaux de bienfaisance ou des associations privées de charité, parce que tous n'étant pas responsables de la misère de leurs vieux jours, éprouvent une certaine honte, injustifiée cependant, à se faire aider par ces institutions. En vue de venir en aide à ces malheureux, le projet de loi prévoit l'octroi à ces derniers d'une allocation gratuite de vieillesse. Le montant de la dite allocation est inférieur à la majoration dont bénéficieront les assujettis et les assurés libres pendant la période transitoire. Il nous a paru, en effet, qu'il était équitable que l'État récompense tous ceux qui, assujettis ou assurés libres, auront consenti les sacrifices que la loi exige d'eux en vue de se constituer une rente de vieillesse. Nous devons encourager la prévoyance : aux assujettis et aux assurés libres nous garantissons dès la première année de la mise en exécution de la loi, sous certaines conditions, une pension de vieillesse de 720 francs. Ceux

qui n'auront pas fait l'effort nécessaire, ne pourront prétendre qu'à l'allocation gratuite : ils ne devront s'en prendre qu'à eux-mêmes s'ils ne bénéficient pas, à 65 ans, d'avantages équivalents à ceux qui sont accordés aux premiers.

Il importe donc que tous les intéressés fassent, dès la mise en vigueur de la loi, œuvre de prévoyance et collaborent à la constitution de leur pension. Le sacrifice que nous demandons tant aux assujettis qu'aux assurés libres n'est pas tellement important qu'il ne puisse être consenti pour tout le monde quelles que soient les ressources dont on dispose. Aussi le taux maximum de l'allocation diminuera-t-il périodiquement pour atteindre 360 francs pour les personnes nées en 1885. Le tableau II annexé au projet de la loi donne, par année, le taux maximum de l'allocation gratuite avec, en regard, celui de la majoration. A la lecture de ce tableau, les intéressés apprécieront qu'il est de leur intérêt de se conformer à la loi, soit en qualité d'assujettis, soit en qualité d'assurés libres.

Les dispositions de ce titre du projet de la loi sont, en grande partie, reprises dans la loi du 20 août 1920 et les règles relatives à l'octroi de l'allocation gratuite seront approximativement les mêmes que celles qui ont été adoptées pour l'octroi de la pension de vieillesse prévue par la loi du 20 août 1920. L'expérience a établi en cette matière une jurisprudence qui, de l'avis des personnes compétentes, répond parfaitement au but qu'a eu en vue le législateur de la loi dont il s'agit. La procédure d'instruction des demandes subira cependant quelques légères modifications. Il importe de la rendre plus expéditive tout en prenant cependant toutes les mesures utiles pour éviter et dépister les fraudes.

Nous signalerons cependant deux dispositions importantes de ce titre de la loi :

1° Nous proposons d'établir un taux maximum d'allocation unique pour tous les intéressés, quelle que soit la commune dans laquelle ils résident. Un grand nombre de membres des deux Chambres avaient déjà demandé la suppression des catégories lors de la discussion de la loi du 20 août 1920. D'autre part, il a été constaté que bon nombre de bénéficiaires de la pension qui avaient établi leur résidence dans une commune comprise dans une catégorie où le taux maximum de la pension est moins élevé que celui dont ils bénéficiaient dans la commune de leur première résidence, s'empressaient de revenir dans la commune de leur première résidence lorsqu'ils s'apercevaient que le taux de leur pension était diminué. Enfin, il est à remarquer que cette modification n'entraînera aucune dépense supplémentaire au Trésor, puisque dès la première année de la mise en exécution de la loi, le taux maximum de l'allocation gratuite, est amené à celui fixé actuellement pour les communes comprises dans la troisième catégorie, soit 600 francs. A noter que les intéressés, nés avant le 1^{er} octobre 1860, continueront à être régis par la loi du 20 août 1920 et partant pourront toujours prétendre aux taux maxima fixés par la dite loi, soit 720, 660 et 600 francs.

2° Une autre disposition a pour objet la récupération de la rente alimentaire qui pourrait être due et qui ne serait pas payée par les enfants qui sont dans l'aisance. Il n'est pas possible d'admettre que l'État doive accorder l'allocation lorsque le requérant a des enfants qui disposent de revenus suffisants pour subvenir à l'entretien complet ou partiel de leurs parents et qui, dans beaucoup de cas, ne doivent leur situation qu'aux sacrifices consentis par ceux-ci. Dans le régime actuel, nous nous trouvons impuissants lorsque les enfants qui sont dans l'aisance se

refusent à remplir leurs devoirs vis-à-vis de leurs parents. Nous ne pouvons pas contraindre ceux-ci à intenter une action devant la juridiction compétente, car alors ce serait diviser la famille et d'ailleurs, comme le rappelle le Ministre de la Justice dans l'exposé des motifs du projet de loi modifiant la procédure et la compétence en matière de pension alimentaire (séance du 13 juillet 1922, n° 419) : « la législation qui ouvre le droit à la pension alimentaire reste le plus souvent lettre morte à raison des difficultés et des complications de la procédure et de l'exécution des jugements ». (ALLARD, *Journal des Juges de paix*, 1912, p. 3.)

Pouvons-nous d'autre part priver de tout ou partie de la pension, des parents qui souffrent déjà de l'ingratitude de leurs enfants? Ainsi la pension de vieillesse est accordée actuellement à des vieillards dont les enfants possèdent des revenus parfois considérables.

Lors de la mise en vigueur de la nouvelle loi, l'enfant sera tenu de payer à ses parents une rente alimentaire dont le montant qui sera fixé proportionnellement d'après son degré d'aisance, sera porté en compte pour la fixation du taux de l'allocation. S'il est déclaré par le requérant que la rente dont il s'agit ne lui est pas payée, l'intéressé sera mis en demeure de satisfaire à ses obligations et si, malgré tout il refuse, l'allocation sera accordée au requérant sans qu'il soit tenu compte de la dite rente, mais l'État se substituera à ce dernier et se fera rembourser la rente alimentaire dont il aura fait l'avance à l'ascendant.

Le projet de loi laisse au Gouvernement le soin de régler les conditions d'octroi de l'allocation gratuite aux requérants hospitalisés dans un établissement public ou privé aux frais des pouvoirs publics ou dont les frais d'entretien ou d'hospitalisation sont supportés par une tierce personne. Les conditions d'hospitalisation sont tellement variées qu'il ne peut être question d'insérer les dispositions dont il s'agit dans une loi. Sous le régime de la loi du 20 août 1920, différents arrêtés royaux ont fixé des règles qui ont donné satisfaction tant aux intéressés qu'aux établissements hospitaliers. Nous nous en inspirerons lors de l'élaboration des mesures d'exécution de ce projet de loi.

La situation des intéressés nés antérieurement au 1^{er} octobre 1925 continuera à être régie par les dispositions de la loi du 20 août 1920 (art. 59). Le maximum d'allocation gratuite reste donc fixé à 720, 660 ou 600 francs, selon la catégorie dans laquelle est comprise la commune où ils avaient leur résidence au 1^{er} janvier 1920 et celle dans laquelle ils résident.

ÉVALUATION DES CHARGES DE L'ÉTAT.

Observations. — I. Le montant total des sommes à affecter annuellement à la constitution des rentes de vieillesse a été fixé en prenant comme base les tarifs de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite approuvés par l'Arrêté royal du 31 décembre 1920. Dans l'établissement de ces tarifs, il a été tenu compte : 1) de l'intérêt composé à 4 p. c. l'an; 2) des chances de mortalité calculées d'après la table belge F. 1904 et 3) des frais d'administration calculés sur le pied de 5 p. c. des versements.

II. Il va sans dire que si ultérieurement les tarifs subissaient des modifications, nous serions dans l'obligation de modifier proportionnellement le montant des versements ou le montant des majorations. L'assujetti et l'assuré libre doivent

dans tous les cas et quelles soient les modifications apportées aux tarifs, être certains de recevoir à 65 ans une pension de 720 francs (rente de vieillesse et majoration).

L'économie du présent budget est telle que les charges de l'État ne seront pas, au début, très sensiblement supérieures à celles qui résultent de l'application de la loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse.

Mais ces charges s'élèveront ultérieurement du fait que les majorations de rentes, accordées à presque tous les assujettis, seront à l'origine de plus en plus nombreuses.

Cependant, cette aggravation des charges publiques ne sera que temporaire, puisque, en période normale — dans un demi-siècle environ — la très grande majorité des bénéficiaires d'allocations et de majorations élevées auront disparu ; il ne sera plus dû alors, par l'État, que des allocations gratuites de vieillesse et des rentes de 360 francs au plus.

Le Gouvernement s'est préoccupé, à juste titre, de connaître l'importance de ces charges. Ce problème, d'ordre technique, est extrêmement complexe et il ne saurait être question de le résoudre avec précision, parce que trop d'éléments statistiques font encore défaut, et ainsi les évaluations ne peuvent être qu'approximatives.

Les statistiques démographiques de la Belgique sont, en effet, complètement insuffisantes à cet égard et les quelques données générales convenables qui s'y trouvent — elles proviennent du reste du recensement de 1910 — sont devenues incertaines par suite des événements de ces dernières années.

On ne peut donc pas songer, dans ces conditions, à produire des chiffres ayant un caractère de grande probabilité.

Néanmoins, en adoptant certaines hypothèses, simplement plausibles, il semblerait que les charges probables de l'État se répartiront comme l'indique le tableau suivant.

ANNÉES.	Rentes de vieillesse. Art. 9 et 31.	Majorations des rentes de vieillesse. Art. 29 et 35.	Rentes de survie. Art. 9 et 31.	Majorations de rente de survie. Art. 17 et 35.	Majorations allouées aux veuves pour les enfants légitimes. Art. 19 et 35.	Majorations allouées aux orphelins. Art. 20.	Allocations gratuites de vieillesse. Titre IV.	Capitaux versés au Fonds spécial Art. 4-15. et 34, 2a.	Charges totales de l'Etat, après déduction des sommes por- tées dans la colonne 8.	Population présumée.	Charge moyenne par millions d'habitants.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
En millions.											
1 ^{re}	»	»	0,05	1 »	0,85	»	100	»	101,90	7,50	13,60
2 ^{me}	0,10	5	0,12	2 »	1,70	0,10	95	0,20	103,82	7,50	13,60
3 ^{me}	0,30	10	2 »	3 »	2,30	0,20	90	0,50	107,30	7,50	13,60
4 ^{me}	6 »	42	3 »	6 »	5 »	0,45	70	1,70	130,75	7,50	13,60
16 ^{me}	11 »	64	4,50	7,50	6,50	0,70	55	3,20	146 »	8,25	17,70
30 ^{me}	26 »	83	20 »	5 »	40 »	2,30	45	9 »	182,30	9,50	19,20
50 ^{me}	52 »	70	34 »	4,50	14 »	4,60	40	13 »	206,10	11 »	18,70
80 ^{me}	91 »	0	42 »	5,50	47 »	5,50	33	15,50	178,50	13,20	13,50

CONCLUSIONS.

Dans l'élaboration des dispositions du présent projet de loi, nous nous sommes inspirés en ordre principal des idées de l'avant-projet élaboré par la Commission des Assurances sociales, et repris par *MM. De Bruycker et consorts*.

Nous n'avons pas voulu priver de toute intervention de l'État, les vieillards qui ne se trouveraient pas dans les conditions pour bénéficier de la majoration de rente et aussi nous avons voulu continuer l'octroi d'une allocation gratuite aux personnes nécessiteuses. Mais nous avons dû tenir compte de l'expérience résultant de l'application de la loi du 10 mai 1900 et de celle du 20 mai 1920 et des desiderata exprimés à différentes reprises par les membres des différents partis des deux Chambres et par les personnalités compétentes en la matière.

Sans doute, les avantages prévus par la loi auraient pu être plus considérables, mais nous tenions à ce que l'État intervienne dans la constitution des différentes rentes par l'octroi d'une contribution proportionnelle au montant du versement des assujettis et des assurés libres et de la cotisation patronale; et ainsi nous n'avons pas voulu demander aux intéressés et aux patrons des sacrifices supérieurs à ceux que les finances de l'État peuvent elles-mêmes supporter à l'heure actuelle.

Pour l'exécution de la loi, nous comptons sur la collaboration de tous les intéressés et sur celle des patrons. Nous avons confiance que celle-ci ne nous fera pas défaut.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

MOYERSOEN.



TABLEAU ANALYTIQUE DE LA LOI

TITRE I. — Des assurés obligatoires.

Chapitre I. — Des assujettis. Articles 1 à 4.

Chapitre II. — Des versements obligatoires.

Section I. — Montant des versements obligatoires. Articles 5 à 11.

Section II. — Destination des versements obligatoires. — Article 12

Section III. — Répartition des versements obligatoires. Articles 13 à 22.

Chapitre III. — Des versements facultatifs. — Articles 23 à 28.

Chapitre IV. — Dispositions transitoires. — Articles 29 à 30.

TITRE II. — Des assurés libres. — Articles 31 à 36.

TITRE III. — Des organismes de l'assurance. Articles 37 à 39.

TITRE IV. — De l'allocation gratuite de vieillesse. — Articles 40 à 45.

TITRE V. — Dispositions générales. — Articles 46 à 60.



(24)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 NOVEMBER 1922.

Wetsontwerp

op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Onze huidige algemeene ouderdomspensioenregeling bevat twee wel onderscheiden wetten, wat het beginsel betreft, waarop ze zijn gesteund :

Bij de eerste, de wet van 10 Mei 1900, wordt tot aansluiting bij de Lijf-rentekas aangemoedigd. Zij voorziet namelijk premiën te verleen en aan de personen, die storting en doen met het oog op het vestigen van een ouderdomsrente. *Dit is het stelsel van de gesubsidieerde vrijheid* overigens reeds in werking sinds 1891. De omslag van het te dien einde op de Begrooting jaarlijks ingeschreven krediet werd tot in 1900 krachtens een ministerieel reglement gedaan.

Bij de tweede wet, deze van 20 Augustus 1920, wordt aan de behoeftige personen van 65 jaar oud om niet een pensioen verleend, waarvan het bedrag verschilt, naar hun bestaansmiddelen, zonder 720, 660 of 600 frank te mogen overschrijden, volgens de categorie, waartoe de gemeente hoort, waar de belanghebbende zijn verblijfplaats heeft. Dit is het kosteloos pensioenstelsel dat overigens reeds in de wet van 10 Mei 1900 werd voorzien onder den naam van toelage van 65 frank.

Wij zullen de voordeelen en de gebreken van het een of ander stelsel niet bespreken. De verwachtingen der aanhangers van het stelsel der gesubsidieerde vrijheid werden slechts onvolkomen verwezenlijkt. Het aantal vrijwillig-verzekerden is weinig aanzienlijk naar verhouding het aantal personen die de wet wilde bereiken. Overigens reeds in 1913 had de Regeering een ontwerp ingediend houdende de verplichte ouderdomsverzekering.

Wat het kosteloos pensioenstelsel betreft, dit werd door het Parlement slechts als een overgangsregeling aangenomen.

In de Memorie van Toelichting werd uitdrukkelijk gezegd : « dat, onzes » erachtens, er in onderhavig geval slechts sprake kan zijn van een over- » gangsregiem, dat niet als een voorbarige eindoplossing van de desbetref- » fende aangelegenheid mag aangezien worden (*Memorie van Toelichting*, » bladz 1). De verslaggever namens de Middenafdeeling verklaarde even- » eens dat het wetsontwerp van 26 Maart 1920 betreffende de ouderdoms- » pensioenen niet ten doel had het vraagstuk voorgoed op te lossen en dat » het doodeenvoudig tijdelijke wet gold ».

Bij het overnemen van het amendement van *Devèze en consorten*, heeft de Regeering zelf een termijn voor de toepassing dier wet vastgesteld : ze heeft enkel betrekking op de belanghebbenden « geboren vóór 1 Januari 1838 » (art. 1 van de wet). Op 't oogenblik dat de Regeering hovenbedoeld wetsontwerp aan de beraadslaging en beslissing van de Kamers onderwierp, hadden *de heeren De Bruycker, Masson en consorten*, die het door de Commissie voor maatschappelijke verzekeringen opgemaakt voorontwerp met eenige wijzigingen overnamen, eveneens een wetsontwerp ingediend, waarbij het beginsel werd aangenomen van de verplichte verzekering voor het vestigen van een ouderdomsrente en van een overleveringsrente. De Kamers hebben er slechts in toegestemd de bespreking van dit ontwerp te schorsen omdat zij de verzekering hadden dat het Regeeringsontwerp slechts een overgangsregeling beoogde.

Het blijkt dus dat het beginsel van de verplichte verzekering als grondslag moet dienen voor de nieuwe wet op de ouderdomspensioenen.

Het is met het oog op die desiderata dat het wetsontwerp thans aan uwe beraadslaging en beslissing onderworpen, werd opgemaakt.

Het wetsontwerp huldigt het beginsel der verplichte verzekering. Al de arbeiders, wier loon een bepaald maximum niet overschrijdt, worden er toe gehouden stortingen te doen met het oog op het vestigen van de bij de wet voorziene renten.

Nochtans, naast de loonarbeiders, bestaat er een gansche categorie van belanghebbenden die « terzelfder tijd als ondernemer en als werkmán werkzaam zijn », over geen hogere inkomsten beschikken dan het door de werkgevers aan de werknemers betaald loon. Het Rijk dient ook deze personen bij het vestigen van een ouderdoms- en overleveringsrente te helpen. Daarom stellen wij, gelijk in het door de Commissie voor maatschappelijke verzekering opgemaakt ontwerp, een klasse van vrijwillig-verzekerden in, die in beginsel van het Rijk gelijkwaardige voordeelen kunnen genieten als die der verzekeringsplichtigen.

Eindelijk, mogen wij niet uit 't oog verliezen dat, gedurende een vrij langen tijd, het voor de verzekeringsplichtigen en vrijwillig-verzekerden onmogelijk zal zijn de maxima der renten te vestigen : gedurende het overgangstijdperk wordt onder bepaalde voorwaarden een aanvullende rente voorzien « toeslag » genaamd, die bij de door de belanghebbenden verworven rente zal worden gevoegd.

Naast de aan de verplichtige en vrijwillig-verzekerden verleende voordeelen, wordt bij het ontwerp bepaald dat een kosteloze toelage zal worden verleend aan de oudelieden, die niet aan de vereischten voldoen om bovenbedoelden « toeslag » te genieten en die op 65 jarigen leeftijd behoeftig mochten zijn.

De drie kenmerken van het wetsontwerp komen dus heel scherp uit :

1^o Verzekering, een verplichte voor de eenen, een vrijwillige voor de andere. De verworven renten zijn de eigendom van de gerechtigden, de verzekeringsplichtigen en de vrijwillig-verzekerden zijn er zeker van altijd de renten, door middel van bedoelde stortingen, van werkgevers- en Rijksbijdragen gevestigd, te ontvangen, onverschillig de wijzigingen, die in hun vermogenstoestand mochten voorkomen en de redenen waarom zij hun stortingen mochten staken of onderbreken ;

2^o *Vrije voorzorg* omdat het ontwerp, wat de vrijwillig-verzekerden en gedeeltelijk wat de verzekeringsplichtigen betreft, is gesteund op het beginsel van de gesubsidieerde vrijheid.

Het is noodig dat de eenen en de anderen hun vrijwillig de noodige opofferingen getroosten, om de bij de wet voorziene voordeelen te genieten ;

3^o *Onderstand*, omdat het ontwerp kosteloze toelagen voorziet voor de behoeftige oudelieden.

Het wetsontwerp schijnt meer ingewikkeld te zijn dan het werkelijk is. Bij het lezen van de analytische tabel, die in 't begin van den tekst der wet voorkomt, zal men gemakkelijk de groote trekken ervan onderscheiden. In het ontwerp komen 5 onderscheiden titels voor. De 1^{sten} heeft betrekking op de verzekeringsplichtigen, de 2^{de} op de vrijwillig-verzekerden, bij den 3^{den} worden de verzekeringsorganismen bepaald, de 4^{de} heeft de kosteloze toelage ten doel. Eindelijk bij den 5^{den} worden de straffen bepaald en speciale bepalingen vastgesteld.

TITEL I.

Verplichte verzekering.

HOOFDSTUK I. — VERZEKERINGSPLICHTIGEN.

Bij hoofdstuk I worden de personen bepaald, die verzekeringsplichtig zijn 't is te zeggen die onder de wet vallen.

Al de arbeiders van beiderlei kunne, die voor rekening van een werkgever werken en wier jaarloon geen maximum van 9,000 frank overschrijdt, zijn verzekeringsplichtig en zijn er bijgevolg toegehouden, met het oog op het vestigen van de bij de wet voorziene renten, stortingen te doen.

On verzekeringsplichtig te zijn is het dus volstrekt noodig :

1^o *Arbeider te zijn* : wij rekenen alzoo bij de verzekeringsplichtigen niet enkel de arbeiders van de nijverheid maar ook die van den handel en landbouw alsmede loontrekkende onderdanigen : de bepaling is algemeen en heeft betrekking op al degenen die, voor rekening en onder de bevelen van anderen, mits loon te trekken, werken.

2^o *Geen hooger loon dan het bij de wet vastgesteld maximum ontvangen.*

De wet moet inderdaad enkel worden toegepast op de arbeiders, wier bestaansmiddelen te gering zijn en die zich al te groote opofferingen zouden dienen te getroosten om alleen door middel hunner stortingen een ouderdoms- en een overlevingsrente te vestigen. Men mag redelijkerwijze niet vergen dat de werkgeversbijdrage en de Rijksbijdrage eveneens worden verleend aan arbeiders, wier loon voldoende is om het hun mogelijk te maken alléén en naar gelang zij het verlangen de ouderdoms- en overlevingsrenten te vestigen.

Bovenbedoeld maximum dat op 9,000 frank werd vastgesteld is voor verandering vatbaar : de economische toestanden van het land kunnen veranderen. Het kan noodzakelijk worden dat maximum in evenredigheid te wijzigen. Bij artikel 2 der wet wordt die taak aan de Regeering toevertrouwd.

Bij artikel 5 wordt bepaald dat de volgende categorieën van personen niet onder de wetsbepalingen vallen :

1° Zij die ten bezware van het Rijk, van de provinciën, gemeenten en andere openbare besturen werkzaam zijn en die, krachtens reglementen waardoor ze worden beheerscht, op een pensioen recht hebben. Die uitzondering vraagt geen uitleg.

2° Zij die onder de toepassing vallen van de bij het Koninklijk besluit dd. 30 Augustus 1920 samengeschakelde speciale wetten op de pensioenen der mijnwerkers. Deze belanghebbenden worden er reeds toe verplicht, met het oog op het vestigen van een persoonlijke ouderdomsrente, zich bij de Lijfrentekas aan te sluiten. Gedurende het overgangstijdperk genieten zij, wat dat betreft, gelijkwaardige voordeelen als deze bij dit wetsontwerp voorzien. Er bestaat nochtans aanleiding toe eveneens op die categorie van arbeiders de bepalingen omtrent de overlevingsrente toe te passen. De Regeering houdt zich daar niet onledig mee.

3° Zij, die onder de toepassing vallen van de wet van 7 Augustus 1922 op de bediendenarbeidsovereenkomst. De Regeering is van meening ten voordeele van die categorie van belanghebbenden een speciaal wetsontwerp in te dienen.

Eindelijk bij artikel 4 wordt bepaald in hoeverre de in België verblijvende arbeiders van vreemde landen onder de toepassing vallen van de bepalingen dezer wet en onder welke voorwaarden zij de werkgeversbijdrage en de Rijksbijdrage mogen genieten.

De in België verblijvende vreemde arbeiders, evenals de Belgische, zijn er toe gehouden de voorgeschreven stortingen te doen en de door middel dier stortingen gevestigde renten zullen aan de rechthebbenden worden uitgekeerd.

De werkgevers worden er eveneens toegehouden, wat die categorie van verzekeringsplichtigen betreft, de bij artikel 6 voorziene bijdrage te storten. Men dient, inderdaad, te vermijden dat de werkgevers bij voorkeur hun personeel onder de arbeiders zouden kiezen voor dewelke zij er niet zouden toe verplicht zijn stortingen te doen, maar bedoelde werkgeversbijdrage wordt niet op rekening van den verzekeringsplichtige ingeschreven, zij wordt in het speciaal fonds, waarvan in artikel 22 van de wet sprake,

gestort. Nochtans, indien bedoelde arbeiders tot een natie behooren, die aan de Belgen gelijkwaardige voordeelen verleent als deze bij titel I dezer wet bedoeld, dan zullen zij met de werkgeversbijdrage alsmede met de Rijksbijdrage kunnen worden begunstigd.

HOOFDSTUK II. — VERPLICHTE STORTINGEN.

In hoofdstuk II wordt het bedrag, de bestemming en de omslag van de verplichte stortingen vastgesteld. De arbeider, de werkgever en het Rijk dienen tot het vestigen van de bij de wet voorziene renten bij te dragen.

De arbeider dient zelf tot het vestigen van zijn pensioen en van dat zijner weduwe en weezen bij te dragen want het is inderdaad volstrekt noodig dat bedoelde pensioenen voor hem een recht worden, zulks is overigens het voornaamste doel der wet. Welnu hij kan er slechts werkelijk als een recht aanspraak op maken in zoverre hij ze zelf heeft gevestigd met te dien einde stortingen te doen. Zonder twijfel dienen andere factoren, de werkgever en het Rijk, hem in die taak te helpen, maar de medewerking dier factoren zal hem slechts worden ver'eend, in zoverre hij van zijnen kant de hem opgelegde opofferingen zal getroosten. De renten, die alzoo mochten gevestigd zijn, zullen zijn eigendom zijn, en onverschillig de wijzigingen, die in de daaromtrent geldende regeling zouden kunnen worden toegebracht of onverschillig om welke redenen hij zijn stortingen zal staken, zullen bedoelde renten op de bij de wet bepaalde tijdstippen worden uitgekeerd.

In de nijverheid en in den landbouw evenals in den handel, werken de arbeiders werkelijk mede tot het welgelukken van het door den werkgever ondernomen werk en men mag zeggen dat zij gedeeltelijk de bewerkers van het vermogen en van den welstand der werkgevers zijn. Deze zijn er dan toe verplicht bij te dragen tot het vestigen van de ouderdoms- en overlevingsrente hunner arbeiders. Met reden heeft men kunnen zeggen dat de werkgeversbijdragen, inzake maatschappelijke verzekering slechts een vorm waren van het aan den arbeider verschuldigd loon. Het doet ons genoeg te erkennen dat talrijke werkgevers begrepen hebben dat er voor hen een zedelijke verplichting bestond hun oude arbeider te hulp te komen en die hun vrijwillig een ouderdomspensioen of in stee daarvan een toelage verleend, ofwel die voor hun arbeiders in de Lijfrentekas geregeld stortingen hebben gedaan ten einde ze de bij de wet van 10 Mei 1900 voorziene voordeelen, te laten genieten. Maar die toelagen worden immer tijdelijk vergund. 't Is doodeenvondig een gulle daad. Voor vele werkgevers zullen de hun bij deze wet opgelegde verplichtingen minder kosten dan deze die zij zich uit eigen beweging hadden opgelegd.

Eindelijk is het Rijk er toe verplicht deze aan te moedigen en te helpen, die enerzijds voorzorgen willen nemen tegen de moeilijkheden, die onvermijdelijk zullen overkomen, wanneer het loon ontbreekt, (ziekte, werkloosheid, ouderdom, enz.) en anderzijds over geen voldoende bestaansmiddelen beschikken om de te dien einde noodige reserves aan te leggen. Het Rijk moet bijgevolg medewerken tot het vaststellen der renten, die de burgers met beperkte bestaansmiddelen willen vestigen.

In benedenstaande tabel wordt opgegeven in hoever die verscheidene factoren jaarlijks dienen te moeten te komen.

CATEGORIEËN.	Geboortejaar.	Persoonlijke storting.	Werkgeversbijdrage.	Rijksbijdrage.	Totaal der storting.
Mannelijke, nog niet gehuwde verzekeringsplichtigen, minder dan 18 jaar oud		12	12	12	36
Vrouwelijke verzekeringsplichtigen	geboren binnen de jaren. . . 1861-1868	12	12	24	48
	» . . . 1869-1874	12	12	10	42
	» . . . 1875-1880	12	12	14.40	38.40
	na 1880	12	12	12	36
Nog niet gehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen, meer dan 18 jaar oud; verzekeringsplichtige weduwnaars of gedivorceerd en	geboren binnen de jaren. . . 1861-1868	24	24	48	96
	» . . . 1869-1874	24	24	36	84
	» . . . 1875-1880	24	24	28.80	76.80
	na 1880	24	24	24	72
Gehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen.	geboren binnen de jaren. . . 1861-1868	36	24	60	120
	» . . . 1869-1874	36	24	45	105
	» . . . 1875-1880	36	24	36	96
	na 1880	36	24	30	90

In het volgend hoofdstuk zullen wij bewijzen waarom de persoonlijke storting der verzekeringsplichtigen alsmede de werkgeversbijdrage, die daarmee in verband staat, verschillen naarmate het gaat om mannelijke verzekeringsplichtigen minder dan 18 jaar oud, vrouwelijke verzekeringsplichtigen, verzekeringsplichtige jonkmans van 18 jaar en ouder, verzekeringsplichtigen, die weduwnaar of gedivorceerd zijn of gehuwde verzekeringsplichtigen

In beginsel, komt de werkgever niet tussenbeide voor het innen van de persoonlijke storting van den verzekeringsplichtige. Deze mag, namelijk rechtstreeks ofwel door toedoen van een erkend mutualiteitsorganisme zijn storting doen in de Lijfrentekas. Niemand mag hem verplichten noch er toe verhinderen zich bij een bepaald mutualiteitsorganisme aan te sluiten.

Nochtans dient hij zijn werkgever, tijdens de laatste uitbetaling der maand, te bewijzen dat hij de wet heeft nageleefd.

De manier waarop dit bewijs zal dienen gegeven, zal door een Koninklijk besluit worden bepaald. Indien hij dit bewijs niet voorlegt, dan dient de

werkgever de persoonlijke storting van den verzekeringsplichtige samen met de werkgeversbijdrage te doen, en houdt te dien einde een gedeelte van het loon af. Dit is het eenig geval, waarin de werkgever voor het innen van de persoonlijke bijdrage tusschen beide komt.

Wat de werkgeversbijdrage betreft, waarvan het bedrag in artikel 6 wordt vastgesteld, heeft het wetsvoorstel het stelsel der « vooruit bepaalde som » aangenomen. De werkgever betaalt zijn bijdrage voor al de in zijn dienst werkzame arbeiders tijdens de laatste betaling der maand, welke ook de duur der diensten zij in de verlopen maand. Wij hadden het stelsel der bijdrage in verhouding met het getal dagen, waarop de arbeider in den loop der maand werkzaam was, kunnen aannemen. Maar wij hebben de taak, welke op den werkgever, voor de uitvoering van de wet zal rusten, willen vereenvoudigen. Het zal dus voldoende zijn, dat hij op de stortingsborden de namen der arbeiders vermeldt, welke op de loonstaten voorkomen, die voor de laatste betaling der maand werden opgemaakt en voor elk van hen, de door de wet vastgestelde « vooraf bepaalde som », dit is 2 frank, storte.

De Rijksbijdrage is voor het gewoon tijdperk, t. t. z. voor de belanghebbenden geboren na 1880, gelijk aan 50 t. h. van het bedrag van de op de rekening van den verzekeringsplichtige gestorte sommen zoowel door middel van zijn persoonlijke storting als van de werkgeversbijdrage, welke daarmee in verband staat. Zij wordt verhoogd en op 60 t. h. gebracht voor de verzekeringsplichtigen geboren binnen de jaren 1878-1880, op 75 t. h. voor deze geboren binnen de jaren 1869-1871 en op 100 t. h. voor deze geboren binnen de jaren 1861-1868.

Om de maximum-Rijksbijdrage te bekomen is het dus niet alleen noodzakelijk dat de verzekeringsplichtige zijn persoonlijke storting hebbe gedaan, maar ook dat de werkgever zijn bijdrage hebbe gestort. De verzekeringsplichtige dient er dus op te waken dat zijn werkgever de hem door de wet opgelegde verplichtingen vervulle; de Koninklijke uitvoeringsbesluiten verstreken hem de middelen hiertoe. De verzekeringsplichtige zal dus op die wijze zijn eigen contrôleur zijn en dat is een der redenen waarvoor wij dit stelsel hebben aangenomen.

Een andere reden is een bezuinigingsreden: de uitvoering eener verplichte verzekeringswet, waarin ongeveer twee millioen personen zijn betrokken, zal onvermijdelijk aanzienlijke werkingskosten teweegbrengen.

De toepassing dier wet dient dus vereenvoudigd met het oog op het verminderen, in zoover zulks mogelijk is, van de uitgaven waarvan sprake.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, welke namelijk belast is met het vestigen van de renten, hadde het aantal van haar te dien einde te doene verrichtingen merklijk zien stijgen, indien wij de Rijksbijdrage hadden vastgesteld uitsluitend rekening houdende met de persoonlijke stortingen van den verzekeringsplichtige. Inderdaad, zooals het ontwerp zulks toelaat, mag dezelfde persoon in den loop van hetzelfde jaar, buiten de verplichte stortingen, ook willekeurige stortingen doen in zijne hoedanigheid van verzekeringsplichtig een vrijwillige stortingen in zijn hoedanigheid van vrijwillig-

verzekerde. Met het oog op het bepalen van het bedrag der totale rente van elken verzekeringsplichtige, op het einde van 't jaar, zou de Lijfrentekas de door middel van de persoonlijke stortingen, verplichte, willekeurige en vrijwillige, van de werkgeversbijdrage en van de Rijksbijdrage verworven rente afzonderlijk dienen te vestigen.

Door een Rijksbijdrage te verleen *in verhouding met* het totaal bedrag van de op rekening van den verzekeringsplichtige gebrachte sommen (persoonlijke stortingen, verplichte, willekeurige en vrijwillige, en werkgeversbijdrage), zal een enkele bewerking volstaan om op 't einde van het jaar de verworven rente te vestigen en de schatting van de door middel van de Rijksbijdrage verworven rente zal slechts daarna een eenvoudige verhoudingsberekening vergen.

Blijft nog over, de categorie der voor een of meer werkgevers werkende huisarbeiders. Zooals vermeld in artikel 13 van het ontwerp, zal een Koninklijk besluit de wijze bepalen, waarop de persoonlijke stortingen en de werkgeversbijdrage dier verzekeringsplichtingen zal worden geïnd.

*
* * *

De 2^{de} afdeeling van het 2^{de} hoofdstuk bepaalt de bestemming der stortingen.

Het bedrag der door middel van de persoonlijke stortingen van den verzekeringsplichtige en van de werkgevers- en Rijksbijdragen, te vestigen renten, zal als weinig hoog kunnen worden aanschouwd. Wij hadden, ongetwijfeld, het vestigen van belangrijker renten kunnen voorzien en bijgevolg aan de belanghebbenden aanzienlijker voordeelen verzekeren als deze waarvan sprake in het ontwerp.

Maar daarvoor ware het noodig geweest de sommen, welke door den verzekeringsplichtige, den werkgever en het Rijk dienen gestort in die verhouding te verhoogen. Wij hebben zulks voor het oogenblik onmogelijk geacht. De economische toestand van het land, de staat der openbare Financiën brachten ons er toe van de eenen noch van de anderen grooter opofferingen te vergen, des te meer daar de verzekeringsplichtigen, zoowel als de werkgevers en het Rijk reeds aanzienlijke lasten hebben te dragen uit hoofde van verzekeringen tegen andere maatschappelijke gevaren.

Degenen, die het verlangen, kunnen altijd door hun stortingen alleen bijkomende renten vestigen, door vrijwillige opofferingen te doen in verhouding met hun inkomen.

De wet heeft het vestigen der drie volgende renten ten doel :

1^o een ouderdomsrente van 720 frank ten behoeve van den verzekeringsplichtige zelf;

2^o een overlevingsrente van 360 frank ten behoeve der weduwe van den verzekeringsplichtige; na het overlijden der beide echtgenooten, is de geheele rente uitkeerbaar ten behoeve der wettige kinderen minder dan 16 jaar oud, in de bij artikel 12, 2^o, vastgestelde verhouding. Indien ze nog niet geheel is gevestigd wordt zij in dat geval op 360 frank gebracht indien

er drie of meer kinderen zijn; op 288 frank indien er twee kinderen zijn, en op 216 frank indien er maar één kind, van minder dan 16 jaar oud, is;

3^o ten slotte, een ouderdomsrente van 360 frank ten behoeve der echtgenoot van den verzekeringsplichtige.

De wet voorziet dus niet alleen het instellen van een ouderdomsrente ten behoeve van den verzekeringsplichtige en van zijn echtgenoot, maar bovendien het instellen van een overlevingsrente ten behoeve van de weduwe en de weezen. De Commissie der maatschappelijke verzekeringen had in haar voorontwerp deze bepaling ingelascht, welke door de heeren *De Bruycker, Masson en consoorten* werd behouden. Wij zijn er van overtuigd aan het algemeen verlangen der Kamers te beantwoorden, met deze in dit ontwerp over te nemen: de arbeider dient inderdaad verzekerd, dat ingeval van overlijden, zijn weduwe en weezen niet zonder inkomsten zouden zijn.

Doch het zal dikwijls gebeuren, dat aangezien het vroegtijdig afsterven van den verzekeringsplichtige, de overlevingsrente van 300 frank niet geheel werd gevestigd. Het kan zelfs voorkomen dat deze rente heel gering zal zijn en bijgevolg maar een zeer beperkten steun voor de weduwe zal bijbrengen. Het wetsvoorstel heeft in dien toestand voorzien. Wanneer de overlevingsrente niet geheel werd gevestigd, dan wordt aan de weduwe, kosteloos en zonder voorwaarden een toeslag van 120 frank verleend. Nochtans zal het totaal bedrag van de rente en den toeslag 360 frank niet mogen overschrijden. Bovendien, rekening houdende met de bijkomende lasten, welke de weduwe heeft te dragen, die uit haar huwelijk met den overleden verzekeringsplichtige een of meer kinderen heeft behouden, bepaalt het ontwerp dat deze een aanvullende toeslag van 50 frank voor elk kind van minder dan 16 jaar oud, zal genieten.

In geval van overlijden der beide echtgenooten, zullen de weezen voortgaan, tot hun 16 jaar, dezen laatsten toeslag te genieten terzelfdertijd als de overlevingsrente, zooals boven wordt bedoeld.

Indien de weduwe een nieuw huwelijk aangaat, wordt de toeslag van 120 frank haar onttrokken, maar zij zal natuurlijk voortgaan de overlevingsrente te genieten. Deze toeslag zal ook worden ingetrokken in geval de belanghebbende werd toegelaten de in artikelen 29 en 35 voorzienen toeslag te genieten of wanneer de ouderdomstoelage haar wordt verleend.

De uitbetaling dezer toelagen zal ten bezware van een speciaal Fonds geschieden, waarvoor de bijdragen zullen worden geleverd overeenkomstig artikelen 4, 13, 26^e en 34 B² alsook door een jaarlijksche Rijksbijdrage.

* * *

De 3^{de} afdeeling van het 2^{de} hoofdstuk bepaalt de verdeling der op de rekening van de verzekeringsplichtigen gestorte sommen, de Rijksbijdrage, welke daarmee in verband staat, er in begrepen.

Wat de *gehuuwde verzekeringsplichtigen* betreft, wordt het totaal der stortingen bestemd ten beloope van 40 p. c. tot het vestigen van de ouderdomsrente van den belanghebbende en ten beloope van de 60 p. c. tot het vestigen van de overlevingsrente en wanneer deze is gevestigd, tot het vestigen van de rente der

weduwe. Wanneer de overlevings- en de ouderdomsrente der echtgenoot geheel zijn gevestigd en de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige nog niet ten volle is gevestigd, dan worden deze 60 t. h. bestemd tot het vestigen dezer laatste rente.

Wanneer deze drie renten zijn gevestigd, dan is de verzekeringsplichtige vrij van alle verplichting en zelfs van het oogenblik af dat zijn vrouw een ouderdomsrente van 720 frank geniet, zal hij er niet meer toe gehouden zijn te voorzien in het vestigen van de ouderdomsrente van 360 frank als hooger vermeld.

Men begrijpt dat het van belang is dat de overlevingsrente en, in voorkomend geval, de ouderdomsrente der echtgenoot op den kortst mogelijken tijd worden gevestigd. Het is om deze reden, dat het wetsvoorstel het bedrag van de persoonlijke bijdrage van den gehuwden verzekeringsplichtige op 36 frank heeft vastgesteld, hogere som dan deze welke wordt geëischt van de verzekeringsplichtige jonkmans, de verzekeringsplichtige weduwenaars of gedivorceerden of de vrouwelijke verzekeringsplichtigen, en dat het bepaalt dat meer dan de helft van het bedrag der gestorte sommen, dit is 60 t. h., zullen worden bestemd tot het vestigen van bovenvermelde renten. Overigens dient opgemerkt dat de Rijksbijdrage hooger is voor deze categorie van verzekeringsplichtigen.

In beginsel, behoeven de *verzekeringsplichtige jonkmans van 18 jaar of meer en de weduwenaars of gedivorceerden* die verzekeringsplichtig zijn, enkel de ouderdomsrente te vestigen. Aangezien zij geen echtgenoot hebben dienen zij in het vestigen van hun overlevings- en ouderdomsrente niet te voorzien. Het lijkt ook als dienden zij gerangschikt in de categorie van de verzekeringsplichtige jonkmans van minder dan 18 jaar en de vrouwelijke verzekeringsplichtigen en bijgevolg diende het bedrag van hun persoonlijke storting en van de werkgevers- en Rijksbijdrage, hetzelfde te zijn als dit voor deze laatste categorie van belanghebbenden vastgesteld. Maar er dient voorzien dat deze verzekeringsplichtigen later, ofwel kunnen trouwen, ofwel een nieuw huwelijk kunnen aangaan. Welnu, indien zij die gebeurtenis afwachten, om met het vestigen van de overlevingsrente en vervolgens van de ouderdomsrente der aanstaande echtgenoot aan te vangen, dan zouden er zich veel gevallen voordoen, waarin, aangezien den leeftijd van den belanghebbende op het oogenblik van zijn eerste of tweede huwelijk bedoelde renten niet geheel zouden kunnen worden gevestigd. Het is met het oog op het verhelpen van dit bezwaar dat het ontwerp de verplichte jaarlijksche persoonlijke storting dezer categorie van verzekeringsplichtigen op 24 frank heeft vastgesteld en bepaald dat 50 t. h. dier stortingen, de werkgevers- en Rijksbijdrage er in begrepen zullen worden, bestemd tot het vormen van een kapitaal, dat in een overlevingsrente zal worden omgezet op het oogenblik van het eerste of tweede huwelijk. Zoodra een kapitaal van 1,200 frank is gevormd, zal het totaal bedrag der stortingen worden bestemd tot het vestigen van de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige. Dit kapitaal verschaft ongeveer een overlevingsrente van 360 frank, en in diervoege, welk ook de leeftijd zij, waarop de belangheb-

bende trouwt of hertrouwt, zal de geheele overlevingsrente op dat oogenblik altijd geheel of gedeeltelijk zijn gevestigd.

Ingeval de verzekeringsplichtige sterft vooraleer getrouwd of hertrouwd te zijn, dan wordt bij artikel 15 bepaald dat het gevestigd kapitaal in het speciaal Fonds zal worden gestort, dat bestemd is tot het uitkeeren van de aan de weduwen en weezen verleende toelagen. De wettigheid dezer bepaling zal door niemand kunnen worden betwist. Reeds ter uitvoering der wet van 21 Juli 1844, worden de kassen van weduwen en weezen der ministerieële departementen niet alleen gestijfd door afhoudingen gedaan van de wedden van het gehuwd personeel, maar ook van die van het nog niet gehuwd personeel, de weduwnaars en de gedivorceerden en deze bijdrage geschiedt met afstand van kapitaal voor laatstgenoemde belanghebbenden.

Er dient opgemerkt dat het bedrag der werkgeversbijdrage, eenvormig op 24 frank is vastgesteld of het een gehuwde verzekeringsplichtige of een nog niet gehuwde verzekeringsplichtige, een weduwnaar of een gedivorceerde geldt.

Eindelijk hebben wij nog de *verzekeringsplichtige jonkmans van minder dan 18 jaar oud en de vrouwelijke verzekeringsplichtigen* : zij hebben enkel in het vestigen van hun ouderdomsrente te voorzien. Voor deze categorie van verzekeringsplichtigen, wordt het bedrag van de persoonlijke storting, van de werkgevers- en Rijksbijdrage welke daarmee in verband staan, vastgesteld op 12 frank 's jaars, en het totaal der op die manier gestorte sommen wordt alleen bestemd tot het vestigen van de ouderdomsrente.

Onderstaande tabel geeft de verdeling der gestorte sommen aan, in geval waarin de verzekeringsplichtige, in den loop van het jaar, al de door de wet vereischte stortingen hadde gedaan.

BESTEMMING DER STORTINGEN.

	Totaal bedrag der gestorte sommen (persoonlijke storting, werkgeversbijdrage, Rijksbijdrage).	Tot het vestigen van de ouderdomsrente der verzekeringsplichtigen bestemde sommen.	Tot het vestigen van de overlevingsrente en de ouderdomsrente der echtgenooten, of tot het vormen van het kapitaal, indien het een verzekeringsplichtige jonkman van meer dan 18 jaar, een weduwnaar of gedivorceerde geldt. Gestorte sommen.
Verzekeringsplichtige jonkmans van minder dan 18 jaar oud	36	36	
Vrouwelijke verzekeringsplichtigen : geboren binnen de jaren			
» » 1861-1868	48	48	
» » 1869-1874	42	42	
» » 1875-1880	38.40	38.40	
» na 1880	36	36	
Verzekeringsplichtige jonkmans van 18 jaar en ouder ; verzekeringsplichtige weduwnaars of gedivorceerden (mannen) : geboren binnen de jaren			
» » 1861-1868	96	48	48
» » 1869-1874	84	42	42
» » 1875-1880	76.80	38	38.80
» na 1880	72	36	36
Gehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen : geboren binnen de jaren			
» » 1861-1868	120	48	72
» » 1869-1874	105	42	63
» » 1875-1880	96	38.40	57.60
» na 1880	90	36	57

HOOFDSTUK III. — DE VRIJWILLIGE STORTINGEN.

Het zal voor een groot aantal verzekeringsplichtigen onmogelijk zijn, tot op het oogenblik van het ingaan der rente, gedurig aan de voorwaarden te voldoen : ziekte, werkloosheid en andere oorzaken zullen hen er toe verplichten tijdelijk van het werk af te zien en zij zullen dus alzoo gedurende een min of meer langen tijd zonder loon blijven, waaruit voortvloeit dat zij zich niet meer in de voorwaarden zullen bevinden om de voordeelen te genieten, die bij de wet aan de verzekeringsplichtigen worden verleend.

Gedurende deze tijdelijke periode kunnen zij, als vrijwillig-verzekerden, de bij titel II voorziene stortingen doen en bijgevolg de Rijkspremiën bekomen, maar deze belanghebbenden beschikken dan slechts over beperkte inkomsten; deze periode van werkloosheid veroorzaakt onvermijdelijk een onderbreking in hun stortingen en daardoor worden de renten verminderd.

De wet zou geenszins aan alle vereischten beantwoorden, zoo zij niet in de noodige middelen had voorzien, om de verzekeringsplichtigen aan te manen, gelijktijdig met hun verplichte stortingen, aanvullende stortingen te doen en zulks zoodra zij het werk hebben hernomen.

Dit is voor de bepalingen uit onderhavig hoofdstuk van de wet, de reden van bestaan.

Het Rijk zal een aanvullende bijdrage verleenen aan de verzekeringsplichtigen die gelijktijdig met de verplichte stortingen vrijwillige stortingen doen, met het oog op de vestiging van de persoonlijke ouderdomsrente en overlevingsrente of van enkel een dezer twee.

Deze aanvullende bijdrage heeft dezelfde belangrijkheid als de bijdrage tot de verplichte stortingen (art. 9). Zij is dus vastgesteld op 50 t. h. van de gestorte som voor de verzekeringsplichtigen geboren na 1880; op 60 t. h. voor deze geboren binnen de jaren 1875-1880; op 75 t. h. voor deze geboren van binnen de jaren 1869-1874 en op 100 t. h. voor deze geboren binnen de jaren 1861-1868.

Deze aanvullende bijdrage wordt evenwel slechts verleend tot een beloop van een vrijwillige storting, welke gelijk is aan de verplichte persoonlijke storting en zij wordt niet meer verleend wanneer de renten bij de Afdeling II, van Hoofdstuk II der wet, zoowel door middel van verplichte stortingen, met inbegrip van werkgevers- en Rijksbijdrage, als door middel van willekeurige stortingen, met inbegrip van Rijksbijdrage, zullen zijn gevestigd.

Het spreekt vanzelf dat deze willekeurige stortingen geen recht geven op een bijdrage van den werkgever.

Tabel van het jaarlijksch bedrag der willekeurige stortingen, rechtgevende op een aanvullende Rijksbijdrage.

	Tot vestiging van de ouderdomsrente van den verzekerings- plichtige.	Tot vestiging van de overlevingsrente.	Totaal.
1 ^o Manelijke verzekeringsplichtigen : a) onder de 18 jaar	12		12
b) nog niet gehuwden van 18 jaar en meer, wedu- wenaars en gedivorceer- den	12	12	24
c) ongehuwden	12	24	36
2 ^o Vrouwelijke verze- keringsplichtigen :	12		24

HOOFDSTUK IV. — OVERGANGSBEPALINGEN.

Gelet op het bedrag der sommen tot vestiging der ouderdomsrente bestemd, kan deze enkel volkomen gevestigd worden door de verzekeringsplichtigen, die op het oogenblik van het in werking treden der wet den ouderdom van 21 jaar overschreden hebben en geregeld de verplichtende wettelijke stortingen zullen hebben gedaan.

Er zal dus een tijd zijn, waarop al de verzekeringsplichtigen, alhoewel zij zich naar de bepalingen der wet hebben gedragen, op 65 jarigen leeftijd slechts een rente zullen genieten, waarvan het bedrag lager zal zijn dan dit bij de wet voorzien en hetgeen zelfs in de eerste jaren onbeduidend zal wezen.

De wet zou haar doel niet bereiken, zoo de verzekeringsplichtige er niet van verzekerd was, op 65 jarigen leeftijd, jaarlijks en zulks vanaf het in werking der wet, als ouderdomspensioen de som van 720 frank te ontvangen, welk ook zijn geboortejaar weze. En op die wijze is het volstrekt noodzakelijk het verleenen van bijzondere voordeelen te voorzien ten gunste van de verzekeringsplichtigen, die tijdens dit overgangstijdperk ten volle den ouderdom van 65 jaar bereiken.

Dat is het voorwerp van de bepalingen in hoofdstuk IV van het voorstel begrepen.

Tot op het oogenblik waarop het maximum der ouderdomsrente niet zal gevestigd zijn door middel van verplichte stortingen, met inbegrip van werkgevers- en Rijkshijdragen, zal het Rijk aan de verzekeringsplichtigen, naar gelang zij ten volle den ouderdom van 65 jaar bereiken, een toeslag verleenen gelijk aan het verschil tusschen de rente door de geregelde verplichte stortingen voortgebracht en de maximum-rente van 720 frank.

De aan het wetsontwerp toegevoegde tabel geeft per jaar bedoelden toeslag op.

Artikel 30 uit het wetsvoorstel bepaalt de voorwaarden waaronder bedoelde toeslag wordt verleend. De regels vastgesteld bij titel IV van de wet tot verleenings der kosteloze ouderdomstoelage komen in onderhavig geval te pas. De belanghebbenden zullen dus moeten bewijzen dat hun inkomsten het maximum bedrag van bedoelden toeslag niet overtreffen en ingeval zij over sommige inkomsten beschikken zal de toeslag voor zooveel worden verminderd. Een trapsgewijze verdeeling zal bij Koninklijk besluit worden vastgesteld. Er zal dus altijd een onderzoek plaats hebben behoudens hetgeen beneden voor een zekere klasse van verzekeringsplichtigen wordt voorzien.

Twee bijzondere voorwaarden zullen bovendien worden vereischt om bedoelden toeslag te kunnen genieten :

1) Met het oog op de vestiging van de ouderdomsrente moet er door den belanghebbende persoonlijk een *minimum-som* in de Lijfrentekas gestort zijn ;

2) Er moet een zeker *getal minimumstortingen* zijn gedaan.

Deze minima die volgens het geboortejaar van de verzekeringsplichtigen

verschillen, stemmen ongeveer met de helft van het getal stortingen, die de belanghebbenden hadden kunnen doen en met de helft van de som overeen die zij konden storten vanaf het oogenblik, waarop zij aan de voorwaarden voldeden om de voordeelen te genieten bij de wet voorzien, 't zij als verzekeringsplichtigen, 't zij als vrijwillig-verzekerden, want voor de berekening der bedoelde minima nemen wij de stortingen aan, die de verzekeringsplichtigen, in voorkomend geval, als vrijwillig-verzekerden zouden gedaan hebben.

Waarom deze twee laatste voorwaarden? Bij het nazien van de bij het wetsontwerp gevoegde tabel, zal men bemerken dat het maximum bedrag van den toeslag dat van de kosteloze ouderdomstoelage overtreft. Het verleenen van den toeslag stemt dus met een speciaal voordeel overeen dat wij enkel aan de personen willen verleenen die er ernstig en voortdurend naar hebben getracht zich een ouderdomsrente te vestigen en daarom vergen wij de storting van een minimum som; storting, die in den loop van een minimum aantal jaren moet zijn volbracht. Zij die onder de hier bepaalde voorwaarden geen blijk van vooruitzicht hebben gegeven, zullen slechts de kosteloze ouderdomstoelage kunnen bekomen.

Het is evenwel volstrekt noodzakelijk te voorkomen, dat de belanghebbenden die gedurende een zeker aantal jaren stortingen van gering bedrag hebben gedaan, die vereischte minimum som, door middel van een of meer zeer belangrijke stortingen zouden aanvullen. In dit geval kan men niet zeggen dat de voorzorg op ernstige en voortdurende wijze werd betracht; daarom wordt bij artikel 50 besloten dat elke jaarlijksche storting, die 24 frank te boven gaat slechts voor dit bedrag zal in aanmerking komen in de berekening van de totale minimum som, welke vereischt is, om den toeslag te kunnen genieten.

Op de hierboven vastgestelde regels, wordt bij het wetsontwerp een uitzondering voorzien ten voordeele van de verzekeringsplichtigen, die als zoodanig gedurende, elk der vijftien jaren, welke aan het ingaan der rente voorafgaan, die reglementaire stortingen hebben gedaan. Deze zullen *rechtshalve* den toeslag genieten: hij zal hun worden verleend *zonder voorafgaand* onderzoek aangaande de samenstelling der inkomsten waarover zij mochten beschikken. Hij die voortdurend een loon heeft opgetrokken en bijgevolg in dit tijdperk als verzekeringsplichtige bleef aangeschreven, zal geacht worden op 65 jarigen ouderdom over geen voldoende middelen te beschikken om tegen behoefte gevrijwaard te zijn. En door de hierboven aangehaalde schikkingen, bevoordeelen wij alzoo eenerzijds de personen die op ernstige manier hebben gepoogd een ouderdomsrente te vestigen, met hun, na onderzoek van hun stoffelijken toestand een toeslag te verleenen, waarvan het bedrag dat van de kosteloze toelagen overtreft, en anderzijds verleenen wij een gansch buitengewoon voordeel aan deze, die als verzekeringsplichtigen, gedurende elk der vijftien jaren, welke aan het ingaan der rente voorafgaan, de voorziene stortingen zullen hebben gedaan: voor laatsgenoemden is de toeslag een recht en zijn zij verzekerd dien te genieten, welk ook het bedrag hunner inkomsten weze.

De verzekeringsplichtigen die niet aan de voorwaarden beantwoorden om den toeslag te bekomen, kunnen de kosteloze ouderdomstoelage aanvragen.

TITEL II.

De vrijwillig-verzekerden.

Naast de verzekeringsplichtigen, het is te zeggen, naast de arbeiders van beiderlei kunne, bestaat er een categorie van burgers wier jaarlijksche beroepsinkomsten het maximum loon bij het wetsontwerp vastgesteld, om als verzekeringsplichtige in aanmerking te komen, niet overtreffen. Het zijn deze onafhankelijke werklieden die, zooals hooger werd gezegd, terzelfder tijd als ondernemer en als werkman werkman zijn : kleinambachtslieden, kleinhandelaars, kleinlandbouwers, enz. Hun stoffelijke toestand is zelfs in veel gevallen minder gunstig dan die van de arbeiders. De openbare macht dient er belang in te stellen en het is voor het Rijk een plicht hen de voordeelen te laten genieten, die het aan de arbeiders verleent.

Het is om die reden dat het wetsontwerp een categorie van vrijwillig-verzekerden voorziet aan wie de Regeering premiën zal verleen voor hun vrijwillig gedane stortingen met het oog op het vestigen van een ouderdomsrente en van een overlevingsrente of van slechts een van beide renten.

Kunnen aanspraak maken op de kwaliteit van vrijwillig-verzekerde :

1^o Iedere persoon wiens jaarlijks beroepsinkomsten geen 12,000 frank overschrijden ;

2^o De echtgenooten der verzekeringsplichtigen en der boven, onder n^r 1, vermelde personen ;

3^o De wettelijke kinderen der verzekeringsplichtigen en der vrijwillig-verzekerden, en die minstens 6 jaar oud zijn.

Om te bewijzen dat iemand, als vrijwillig-verzekerde, kan worden begunstigd met de in dezen titel van dit wetsontwerp voorziene voordeelen, zal er rekening worden gehouden niet alleen met zijn eigenlijke beroepsinkomsten maar ook met al andere bestaansmiddelen, waarover hij mocht beschikken ; dit is strijdig met de bepaling omtrent de verzekeringsplichtigen, voor wie, als dusdanig, enkel de beroepsinkomsten in aanmerking komen, dit is het loonbedrag.

Het loon immers is de enige inkomst van den loontrekkende, terwijl er, onder de niet loontrekkenden, velen zijn die andere inkomsten genieten als die uit het uitoefenen van hun beroep voortkomen. Indien enkel de beroepsinkomsten in aanmerking waren gekomen om de kwaliteit van vrijwillig-verzekerde te bepalen, dan zouden talrijke betrokkenen de voordeelen der wet kunnen genoten hebben, terwijl zij in werkelijkheid, buiten hun beroepsinkomsten, over aanzienlijke andere bestaansmiddelen beschikten.

Nochtans, vermits wij in dit geval, met al de bestaansmiddelen rekening

houden, scheen het billijk een hooger maximum vast te stellen dan dat waarvan sprake in artikel 1 voor de verzekeringsplichtigen.

Het bedrag der inkomsten wordt vastgesteld zooals in fiscale zaken. Dit maximum mag insgelijks bij Koninklijk besluit worden gewijzigd.

Het bedrag der *Rijkspremiën* loopt tot 50 t. h. van de door den vrijwillig-verzekerde gestorte sommen; het wordt vermeerderd en gebracht op 60 t. h. voor de binnen de jaren 1875-1880 geboren verzekerden, op 75 t. h. voor die geboren binnen de jaren 1869-1874 en op 100 t. h. voor die geboren binnen de jaren 1861-1868.

Bedoelde premiën worden verleend tot op een jaarlijksche vrijwillige storting loopende tot het totaal bedrag der sommen die, overeenkomstig de wet, jaarlijks in rekening der verzekeringsplichtigen mogen worden gebracht, door middel van persoonlijke stortingen der betrokkenen (verplichte en vrijwillige storting) en van de werkgeversbijdragen. De vrijwillig-verzekerden ontvangen dus van het Rijk gelijkwaardige voordeelen aan die, welke aan de verzekeringsplichtigen worden verstrekt. Met het oog daarop dienen zij, uit hun persoonlijke geldmiddelen, en boven de som overeenkomende met die van de verplichte of vrijwillige persoonlijke storting van den verzekeringsplichtige, het bedrag der werkgeversbijdrage te storten. En dit is slechts billijk, vermits, gelijk wij boven vermelden, zij ter zelfder tijd én werkgever én werkman zijn. De Regeering, door het verleen en aan verzekeringsplichtigen en aan vrijwillig-verzekerden van eene jaarlijksche gelijkwaardige toelage, draagt derwijze bij tot het vestigen hunner rente.

Nochtans worden bedoelde premiën niet meer verleend, eens de renten van 720 frank en van 360 frank gevestigd.

Navermelde tabel geeft voor elke categorie van vrijwillig-verzekerden het jaarlijksch bedrag aan der persoonlijke voor toelage vatbare storting.

Tabel van het jaarlijksch bedrag der persoonlijke, voor toelage vatbare en per categorie van vrijwillig-verzekerden gedane stortingen.

	Ouderdoms- rente.	Overlevings- rente.	Totaal.
1. Echtgenoot der verzekeringsplichtigen . . .	36		36
2. Wettige kinderen der verzekeringsplichtigen . .	36		36
3. Vrijwillig-verzekerden wier inkomsten het vastgesteld maximum niet overschrijden.	(a) onder de 18 jaar (b) nog niet gehuwden { van 18 jaar weduwnaars of gedivorceerden. meer. (c) gehuwden	36 36 60	36 72 96
4. Echtgenoot der vrijwillig-verzekerden . . .	36		36
5. Wettige kinderen der vrijwillig-verzekerden . .	36		36

De vrijwillig-verzekerden mogen insgelijks gedurende het overgangstijdperk de bij artikel 29 voor de verzekeringsplichtige voorzienen toeslag der ouderdoms-rente ontvangen. Artikel 35 bepaalt als volgt de voorwaarden waaronder bedoelde toeslag wordt verleend : onderzoek naar de bronnen van inkomsten der betrokkenen ; storting van een minimum som gedurende een zeker minimum jaren al dat verschilt volgens het geboortejaar van den verzekerde.

De uitzondering voorzien voor de verzekeringsplichtigen die in deze kwaliteit gedurende elk der aan het jaar van het ingaan der rente voorafgaande vijftien jaren, de reglementaire stortingen hebben gedaan, en die welke van rechtswege een zonder onderzoek zullen genieten van den toeslag, is niet toepasselijk op de vrijwillig-verzekerden, zelfs wanneer zij regelmatig de stortingen deden gedurende elk der aan het jaar van het ingaan der rente voorafgaande vijftien jaren.

Er dient immers rekening gehouden met het feit dat de vrijwillig-verzekerden grootendeels zullen bestaan uit onafhankelijke nijverheids-, landbouw- en handelswerknemers die hun ambacht of hun beroep blijven uitoefenen, zelfs wanneer zij 63 jaar zijn geworden — 't geen over 't algemeen het geval niet is met de loontrekkenden. De vrijwillig-verzekerden beschikken dus door den band, op het oogenblik dat zij den vereischten ouderdom bereiken om van hun ouderdomsrente te genieten, en in voorkomend geval, van den toeslag ervan — over zekere inkomsten, waarmee voor het vaststellen van het toeslagsbedrag dient rekening gehouden.

Voor het berekenen der vereischte minimumsom en van het getal der jaarlijksche gedane stortingen wordt eveneens rekening gehouden met de stortingen welke de vrijwillig-verzekerden, in kwaliteit van verzekeringsplichtigen, mochten gedaan hebben.

De vrijwillig-verzekerden, die zich in de voor het genieten van den toeslag vastgestelde voorwaarden niet bevinden, kunnen op 63 jarigen leeftijd de kosteloze ouderdomstoelage ontvangen.

De toelage der overlevingsrente waarvan sprake in artikel 17, alsmede de bij de artikelen 19 en 20 voor weezen voorziene toeslag worden insgelijks verleend aan de weduwe en aan de weezen van een vrijwillig-verzekerde, op voorwaarde nochtans dat laatstbedoelde in den loop van elk der laatste vijf jaren vóór zijn dood in artikel 34 de voorgeschreven stortingen hebbe gedaan.

Bedoelde toeslag is een gunst kosteloos en zonder eenige voorwaarde door de Regeering verstrekt ; opdat zijn weduwe en weezen er van genieten, dient de vrijwillig-verzekerde, zijnerzijds, zich een opoffering te getroosten en van voorzieningsgeest te laten blijken.

TITEL III.

De verzekeringsorganismen.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt door de wet er mee belast de persoonlijke stortingen en de werkgeversbijdragen der verzekeringsplichtigen als-

mede de stortingen der vrijwillig-verzekerden in ontvangst te nemen. Zij is er mee belast de kapitalen te beheeren ; zij dient de stortingen om de verschillende rekeningen der betrokkenen om te slaan, de door de wet voorziene renten te vestigen en de renteverrichtingen te doen.

Bedoeld organisme is tot die taak opgeleid.

Nochtans is het volstrekt noodzakelijk dat er verstandhouding heersche tusschen dit organisme en het Departement van Nijverheid en Arbeid belast met de uitvoering der wet ; daarom bepaalt artikel 57, lid 2, dat al de door de Spaar- en Lijfrentekas vastgestelde verordeningen en tarieven voor de uitvoering der wet eerst dienen onderworpen aan de goedkeuring van den Minister van Nijverheid en Arbeid.

Deze bepaling wijkt niet af van die der wet dd. 16 Maart 1865 omtrent de goedkeuring van den Minister van Financiën inzake verordeningen en tarieven der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

Met het oog op hun stortingen in de Lijfrentekas zijn de verzekeringsplichten der vrijwillig-verzekerden en de werkgevers vrij om de tusschenkomst der met dit doel tot stand gebrachte organismen, te verzoeken, en namelijk om die der erkende mutualiteitsverenigingen. De eenen en de anderen zullen zich tot die tusschenorganismen nuttig wenden, vermits ze derwijze de voor elke storting vereischte formaliteiten niet dienen te vervullen.

Wij hopen dat de mutualiteitsverenigingen de noodige maatregelen zullen treffen om er toe bekwaam te zijn tot de uitvoering dezer wet bij te dragen en derwijze aan het vertrouwen door de Regeering in haar gesteld te beantwoorden.

De Regeering zal overigens in de verrichtingskosten van bedoelde vereenigingen tegemoetkomen door het verleenen eener jaarlijksche toelage.

Het wetsontwerp huldigt de vrije keus van bedoeld organisme. Niemand kan een verzekeringsplichtige ertoe dwingen 'tzij zich aan te sluiten bij een bepaald organisme, 'tzij dat te verlaten, door hem vrijwillig gekozen. De werkgevers zullen dus de werknemers niet kunnen verplichten deel uit te maken van een vereeniging die ze in den schoot van hun fabriek zouden stichten.

VAN DE BETAALBAARSTELLING DER RIJKSBIJDRAGE EN RIJKSPREMIËN.

Wanneer wij dit wetsontwerp hebben voorbereid, dan vroegen wij ons af of wij als grondslag het capitalisatiestelsel of het verdeelingsstelsel zouden nemen. Het capitalisatiestelsel heeft principieel onzen voorkeur weggedragen.

De verzekeringsplichtige en de vrijwillig-verzekerde worden, vanaf hun eerste storting, eigenaars der derwijze gevestigde ouderdoms- en overlevingsrenten, die aan de rechthebbenden zullen worden uitbetaald op het bij de wet bepaalde tijdstip, zelfs indien zij hun stortingen hebben gestaakt.

De nauwkeurige toepassing van het capitalisatiestelsel zou vereischt hebben dat de Regeering, zoowel als de betrokkene en de werkgever,

jaarlijks het bedrag zijner bijdrage storte in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. Maar de huidige toestand der Schatkist heeft ons er toegebracht voorloopig de uitbetaling der Rijksbijdrage- en premiën uit te stellen tot op het oogenblik van het ingaan der rente van den betrokkene. Deze zal dan op dit oogenblik de totale rente ontvangen die zou gevestigd zijn geworden hadde de Regeering haar jaarlijksche bijdrage gestort.

Doeh, en we vestigen de aandacht daarop, zal het niet liegen aan de Regeering dat het bedrag der rente, door haar bijdrage gevestigd, op het vastgestelde tijdperk worde betaald of niet. Elk jaar zal het bedrag der op het krediet van den verzekeringsplichtige of van den vrijwillig-verzekerde ingeschreven renten worden bepaald, rekening houdende, wat den verzekeringsplichtige betreft, met de drievoudige tegemoetkoming van den betrokkenen, van den werkgever en van de Regeering, en wat den vrijwillig-verzekerde betreft met zijn persoonlijke stortingen en met de Rijkspremiën.

De Regeering gaat een ware schuld aan tegenover de betrokkenen en zij verplicht zich er toe jaarlijks de noodige kredieten te vragen aan de Kamers, ten einde haar verplichtingen na te komen.

Voor de betaalbaarstelling der toeslagen van ouderdoms- en overlevingsrenten, zal enkel en alleen het verdeelingsstelsel worden toegepast.

Het volgend budget van het Departement van Nijverheid en Arbeid zal dus onder de hoofdstukken « Ouderdomspensioenen » namelijk de volgende speciale artikelen bevatten :

- a) Uitbetaling der Rijksbijdragen tot de ouderdoms- en overlevingsrenten ;
- b) Uitbetaling der toeslagen voor ouderdomsrente ;
- c) Toelage tot het met den dienst der toeslagen voor overlevingsrente belast speciaal fonds.

TITEL IV.

Ouderdomstoelage.

Wat ook de door de wet aan verzekeringsplichtigen en aan vrijwillig-verzekerden verleende voordeelen wezen, zullen er oude lieden zijn die de vereischte minimumsom niet zullen gestort hebben of die het voorgeschreven getal stortingen, om van den bij de artikelen 29 en 35 voorzienen toeslag te mogen genieten, niet hebben gedaan en zich toch in nood zullen bevinden eens den ouderdom bereikt, waarop ze onbekwaam zijn zich door werken eenige inkomsten te verschaffen.

Wij hebben ze niet ten laste willen laten van het weldadigheidsbureau of van private liefdadigheidsvereeningen daar ze allen, alhoewel niet verantwoordelijk voor het gebrek huns ouderdoms, een zekere, wel is waar ongegronde, schaamte gevoelen, wegens het aanvaarden van den door die instellingen verleenden onderstand. Ten einde al die ongelukkigen te steunen, voorziet de wet voor hen een kosteloze ouderdomstoelage; het bedrag van

die toelage is geringer dan de toeslag, die de verzekeringsplichtigen en de vrijwillig-verzekerden gedurende het overgangstijdperk zullen genieten. Inderdaad, het scheen ons billijk dat de Regeering al degenen, verzekeringsplichtigen en vrijwillig-verzekerden, zou beloonen die zich de hun door de wet opgelegde opofferingen zouden hebben getroost ten einde een ouderdomsrente te vestigen. Wij dienen het vooruitzicht aan te moedigen : aan de verzekeringsplichtigen en vrijwillig-verzekerden verzekeren wij, onder te bepalen voorwaarden, van af het eerste jaar van het in werking treden der wet, een ouderdomspensioen van 720 frank. Degenen die zich de vereischte moeite niet mochten hebben getroost zullen enkel op de kosteloze toelage mogen aanspraak maken : zij zullen het zich zelven toe te schrijven hebben indien zij, op 65 jarigen leeftijd, dezelfde voordeelen niet genieten dan die aan de eersten verleend.

Het is noodig dat al de belanghebbenden, van zoodra de wet van kracht wordt, vooruitziend optreden en medewerken tot het vestigen van hun pensioen. Dat de opoffering, die wij aan de verzekeringsplichtigen en aan de vrijwillig-verzekerden vragen, is niet zoo belangrijk om door allen niet te worden gedaan, welk dan ook hun bestaanmiddelen mochten zijn. Het maximum bedrag der kosteloze toelage zal dan ook op periodieke wijze afdalen om alzoo, wat betreft de personen geboren in 1885, de som van 360 frank te bereiken. Tabel II, bij het wetsontwerp gevoegd, geeft, per jaar, het maximum bedrag op van de kosteloze toelage met, daar tegenover, het verhoogd bedrag. Bij de lezing van die tabel zullen de belanghebbenden er zich van vergewissen, dat zij er veel belang bij hebben met zich naar de voorschriften der wet te gedragen, 't zij als verzekeringsplichtigen, 't zij als vrijwillig-verzekerden.

De bepalingen in dezen titel van het wetsontwerp vermeld zijn slechts de weergeving van die der wet van 20 Augustus 1920 en de voorschriften betreffende het verleenen der kosteloze toelage zullen nagenoeg dezelfde zijn als die welke werden vastgesteld voor het verleenen van het ouderdomspensioen voorzien bij de wet dd. 20 Augustus 1920.

Ten deze heeft, de ondervinding een rechtsspraak vastgesteld die, volgens het advies van bevoegde personen, aan het doel beantwoordt dat de wetgever, waarvan sprake, heeft beoogd.

De onderzoekswijze der aanvragen zal nochtans eenige geringe wijzigingen ondergaan. Het is noodig ze derwijze in te richten dat ze tot een vluiggere oplossing leidt met, te gelijkertijd, al de nuttige maatregelen te nemen ten einde het bedriegen te vermijden en op te speuren.

Wat betreft dezen titel der wet zal het voldoende zijn twee voorname bepalingen aan te stippen :

I. Wij stellen voor een ouderdomspensioen vast te stellen waarvan het maximum bedrag hetzelfde zijn zal voor al de belanghebbenden, 't is even welke gemeente, waarin ze mochten verblijven. Een groot getal Volksvertegenwoordigers en Senators hadden reeds, bij de bespreking der wet dd. 20 Augustus 1920, de afschaffing der categorieën gevraagd. Anderzijds werd er opgemerkt, dat een aantal pensioengerechtigden, die hun verblijf hadden gevestigd in eene gemeente toevoorende aan een categorie waaromtrent het maximum pensioensbedrag lager

was dan datgene hetwelk ze genoten in de gemeente van hun vorig verblijf, zich verhaasten naar hun eerste verblijfplaats terug te trekken wanneer zij de vermindering van hun pensioenbedrag vernamen. Er dient eindelijk opgemerkt, dat die wijziging geen enkele bijkomende uitgave zal teweegbrengen voor de Schatkist daar, van af het eerste jaar van de uitvoering der wet, het maximum bedrag van het ouderdomspensioen zal worden gelijkgesteld aan dat thans vastgesteld voor de gemeenten begrepen in de 3^{de} categorie, 't zij 600 frank. Er valt op te merken, dat de belanghebbenden, geboren vóór 1 October 1860. voorts door de wet dd 20 Augustus 1920 zullen worden beheerscht en alzoo altijd zullen kunnen aanspraak maken op het maximum bedrag vastgesteld bij die wet, dat is 720, 660 en 600 frank.

2. Een andere bepaling heeft ten doel het invorderen van de voedingsonderstand die mocht verschuldigd zijn en door de bemiddelde kinderen niet wordt uitgekeerd. Het is onmogelijk aan te nemen dat het Rijk ouderdomspensioenen verleene wanneer de aanvrager kinderen heeft die over genoegzame geldmiddelen beschikken om te voorzien in den volledigen of gedeeltelijken onderhoud van hun ouders en die, in zeer veel gevallen, hun toestand te danken hebben aan de opofferingen die deze laatsten zich hebben getroost. Onder het thans bestaand stelsel bevindén wij ons machteloos wanneer wel gestelde kinderen weigeren de plichten te kwijten die ze tegenover hun ouders hebben. Wij kunnen deze er niet toe verplichten voor het bevoegd gerecht een vervolging in te stellen, want zulks zou de oneenigheid in de familie verwekken en overigens, zooals het de Minister van Justitie herinnert in zijn Memorie van toelichting omtrent het wetsontwerp houdende wijziging der rechtspleging en rechtsbevoegdheid nopens voedingsonderstand (Vergadering van 13 Juli 1922, n^r 419). « De wetgeving die het recht op voedingsonderstand voorziet blijft meestal, ten aanzien der moeilijkheden en der rechtsplegingverwickelingen, een doode letter ». Allard, *Journal des Juges de Paix*, 1912, p. 3.

En kunnen wij ouders, die reeds onder den indruk der ondankbaarheid hunner kinderen lijden, van geheel of van een gedeelte van hun ouderdomspensioen berooven? Zoo wordt het pensioen verleend aan oude lieden wier kinderen soms over groote geldmiddelen beschikken.

Bij het van kracht worden der nieuwe wet zal het kind er toe verplicht worden aan zijn ouders een voedingsonderstand te betalen waarvan het bedrag, vastgesteld in verhouding zijner geldmiddelen, in rekening zal worden gebracht voor het vaststellen van het pensioensbedrag. Zoo de aanvrager verklaart dat de onderstand, waarvan sprake, hem niet werd betaald, zal de belanghebbende aangemaand worden zijn verplichtingen na te komen, en indien hij, niettegenstaande alles, weigert, zal het pensioen aan den aanvrager worden verleend zonder dat er rekening gehouden wordt met den onderstand, maar het Rijk zal zich in de plaats stellen van laatstgenoemden en den voedingsonderstand, die hij aan den ascendent heeft voorgeschoten, doen terugbetalen.

Het wetsontwerp laat aan de Regeering de zorg over de voorwaarden te regelen tot het verleenen van kosteloze ouderdomstoelage aan de aan-

vragers in een openbaar gesticht verpleegd en waarvan de verplegingskosten door een derden persoon worden gedragen. De voorwaarden tot verpleging zijn zoo verschillend dat er geen spraak van kan zijn bedoelde bepalingen in een wet samen te vatten. Onder het stelsel van de wet dd. 20 Augustus 1920 hebben verschillende K. B. de regels vastgesteld waarbij, zoowel aan de belanghebbenden als aan de verplegingsgestichten voldoening werd gegeven.

Wij zullen er een voorbeeld aan nemen bij de voorbereiding van de uitvoeringsmaatregelen van dit wetsontwerp.

De toestand der belanghebbenden vóór 1 October 1925 geboren zal beheerscht blijven door de bepalingen uit de wet dd. 20 Augustus 1920. (Art. 59.)

De maximum ouderdomstoelage blijft dus bepaald op 720, 660 of 600 fr. naar gelang de categorie tot dewelke de gemeente behoort, waarin zij op 1 Januari 1920 hun verblijfplaats hadden en die, waarin zij verblijven.

RAMING DER RIJKSLASTEN.

1. *Opmerkingen.* — Het totaal bedrag van de sommen, jaarlijks tot vestiging der ouderdomsrenten te besteden, werd vastgesteld op grond van de tarieven der Algemeene Spaar en Lijfrentekas, bij K. B. dd. 31 December 1920 goedgekeurd. Bij de vaststelling van deze tarieven werd er rekening gehouden met 1^o den samengestellten intrest tegen 4 t. h. 's jaars; 2^o de sterfelijkheidskansen berekend volgens de Belgische tabel F 1904, en 3^o de administratiekosten berekend op den voet van 5 t. h. van de stortingen.

2. Het spreekt vanzelf, dat wanneer de tarieven later wijzigingen ondergaan, wij er toe verplicht zullen zijn het bedrag der stortingen in dezelfde verhouding te wijzigen en bijgevolg het bedrag der toeslagen. De verzekeringsplichtige en de vrijwillig-verzekerde moeten er, in elk geval en welke ook de aan de tarieven aangebrachte wijzigingen zijn, zeker van zijn op 65-jarigen leeftijd een pensioen van 720 frank te trekken (ouderdomsrente en toeslag).

De inrichting van dit budget is zoodanig dat, bij den aanvang, de lasten van het Rijk, niet veel grooter zullen zijn dan deze welke uit de toepassing der wet van 20 Augustus 1920 op de ouderdomspensioenen voortvloeiën.

Maar die lasten zullen later grooter worden wegens het feit dat de renteverhoogingen, aan bijna alle verzekeringsplichtigen verleend, in het begin meer en meer talrijk zullen zijn.

Nochtans, zal deze vermeerdering der openbare lasten maar tijdelijk zijn, omdat, in normalen tijd — binnen ongeveer eene halve eeuw — de grootste meerderheid der personen, die hooge toelagen en toeslagen genieten zullen verdwenen zijn; het Rijk zal dan nog enkel ouderdomstoelagen en renten van hoogstens 360 frank dienen uit te keeren.

De Regeering heeft zich, met reden, op de hoogte willen stellen van de belangrijkheid dezer lasten. Dit vraagstuk, van technischen aard, is uiterst ingewikkeld en er kan geen sprake zijn het nauwkeurig op te lossen, omdat er nog

te veel statistische gegevens ontbreken, en zoo kan de raming slechts op een benaderende wijze gebeuren.

De statistieken betreffende de bevolking van België zijn, aad, daarvoor geheel onvoldoende en de eenige goede algemeene gegevens, ...e er in voorkomen — zij zijn overigens geput uit de optelling van 1910 — zijn onzeker geworden door de gebeurtenissen dezer laatste jaren.

Men mag er dus niet aan denken, onder die omstandigheden, cijfers voor te leggen met groote kansberekening.

Nochtans rekening houdende met sommige enkel schijnbare veronderstellingen, zouden voor de toekomst de aaustaande waarschijnlijke Regeeringslasten worden omgeslagen als volgt, zie onderstaande tabel :

JAREN.	Kosteloze ouderdoms- toelagen. Titel IV.	Rente- toelagen. Art. 30-34 en 36.	Ouderdoms- renten. Art. 9-32.	Toelagen voor overlevings- renten. Art. 18-36.	Overlevings- renten. Art. 9 en 32.	Toelagen aan weduwen verleend voor weilige kinderen. Art. 20-36.	Toelagen verleend aan wezen. Art. 21.	Op het speciaal fonds gestorte kapitalen. Art. 4-15 en 34-20.	Totale Rijkslasten na aftrek van de in kolom 8 vermelde sommen.	Vernoodelijke bevolking.	Geniddelde last per miljoen inwoners.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

In miljoenen.

1 ^{ste}	400	»	»	1	0,05	0,85	»	»	101,90	7,50	13,60
2 ^e	95	5	0,10	2	0,12	1,70	0,10	0,20	103,82	7,50	13,60
3 ^e	90	10	0,30	3	2	2,30	0,20	0,50	107,30	7,50	12,60
10 ^e	70	42	6	6	3	5	0,45	1,70	130,75	7,50	13,60
16 ^e	55	64	11	7,50	4,50	6,50	0,70	3,20	146	8,25	17,70
30 ^e	45	83	26	5	20	10	2,30	9	182,30	9,50	19,20
50 ^e	40	70	52	4,50	34	14	4,60	13	206,10	11	18,70
80 ^e	33	0	91	5,50	42	17	5,50	15,50	178,30	13,20	13,50

BESLUITEN.

In het voorbereiden der bepalingen van dit wetsontwerp hebben wij ons hoofdzakelijk laten leiden door de gedachten van het door de Commissie der maatschappelijke verzekeringen opgemaakt voorontwerp, door de heeren De Bruycker en c^a overgenomen.

Wij hebben niet alle Rijkstoelage willen weigeren aan de oude lieden die niet aan de voorwaarden mochten voldoen om met den rentetoeslag te worden begunstigd; wij hebben er ook in toegestemd de kosteloze toelage aan nooddrufelige personen nog te verleenen. Maar wij dienden rekening te houden met de ervaring opgedaan bij de toepassing der wetten dd. 10 mei 1900 en 20 Augustus 1920 en met de herhaaldelijk door de leden der verschillende partijen van Kamer en Senaat alsmede door de ter zake bevoegde personen uitgesproken wenschen.

De bij de wet voorziene voordeelen zouden wel is waar merkelyk grooter kunnen geweest zijn, maar wij hielden er aan dat het Rijk, in het vestigen der verschillende renten, tegemoetkome door het verleenen van een bijdrage evenredig aan het bedrag van de door de verzekeringsplichtigen en de vrijwillig-verzekerden gedane stortingen; en zoo hebben wij niet gewild dat de betrokkenen en de werkgevers hoogere offers brachten dan die welke de Rijksfinanciën zelve op dit oogenblik niet kunnen brengen.

Voor de tenuitvoerlegging der wet rekenen wij op de medewerking van al de betrokkenen en op die der werkgevers. Wij vertrouwen er in dat die medewerking ons niet zal ontbreken.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

MOYERSOEN.

INHOUDSOPGAAF

TITEL I. — Verplichte verzekering.

Hoofdstuk I. — Verzekeringsplichten. — Artikelen 1 tot 4.

Hoofdstuk II. — Verplichte stortingen.

Afdeeling I. — Bedrag der verplichte stortingen. — Artikelen 5 tot 11.

Afdeeling II. — Bestemming der verplichte stortingen. — Artikel 12.

Afdeeling III. — Verdeeling der verplichte stortingen. — Artikelen 13 tot 22.

Hoofdstuk III. — Vrijwillige stortingen. — Artikelen 23 tot 28.

Hoofdstuk IV. — Overgangsbepalingen. — Artikelen 29 tot 30.

TITEL II. — Vrijwillige verzekering. — Artikelen 31 tot 36.

TITEL III. — Verzekeringsorganismen. — Artikelen 37 tot 39.

TITEL IV. — Ouderdomstoelage. — Artikelen 40 tot 45.

TITEL V. — Algemeene bepalingen. — Artikelen 46 tot 60.

